





HAUTE-SILESIE

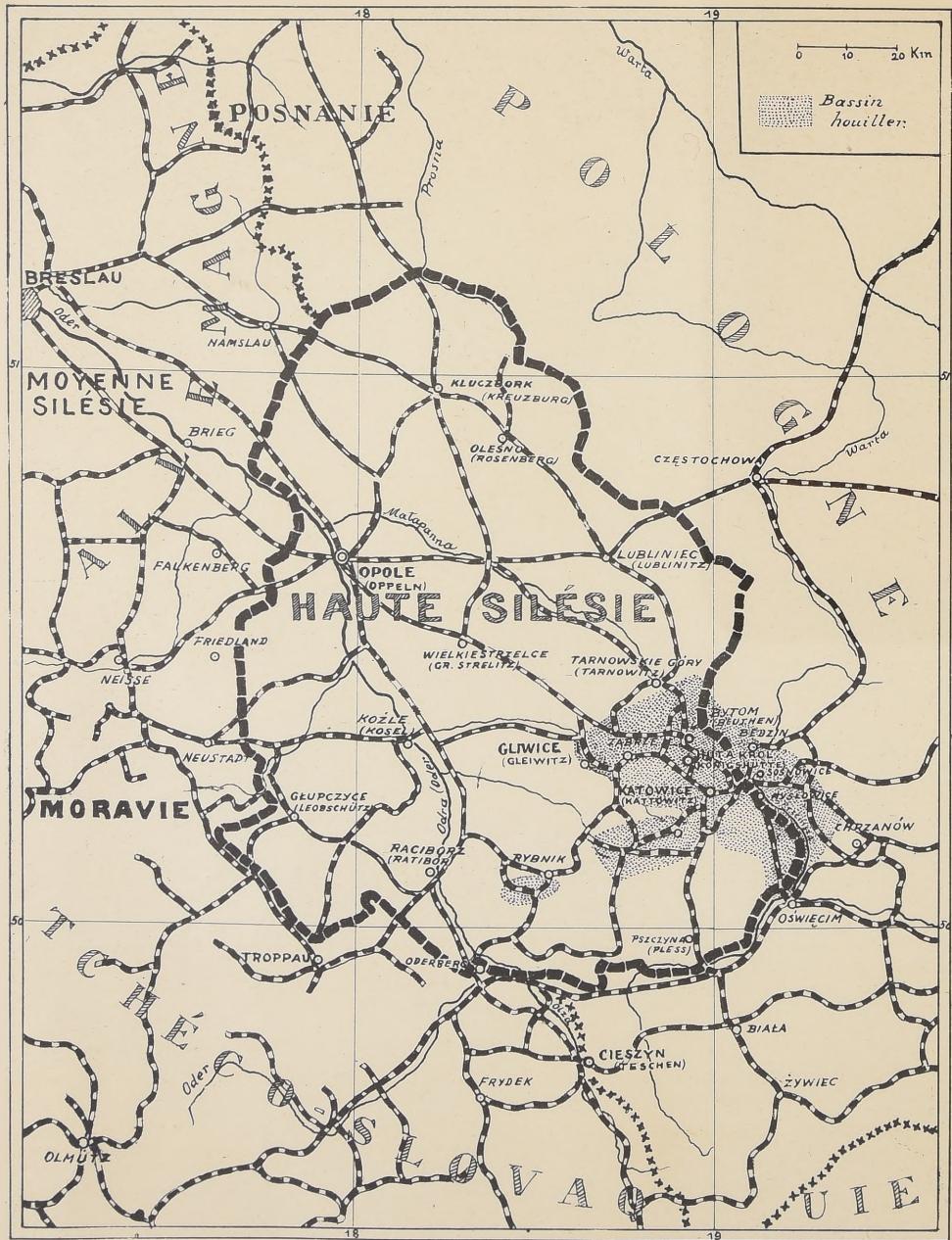
*Menace de Guerre
ou Garantie de Paix*

CASIMIR RAKOWSKI

Docteur en philosophie de la Faculté de Berlin.
Délégué du Gouvernement Polonais pour la Haute-Silésie.

Édition du Comité Plébiscitaire Polonais

Mars 1921.



HAUTE-SILÉSIE

*Menace de Guerre
ou Garantie de Paix*

PAR

CASIMIR BAKOWSKI

Docteur en philosophie de la Faculté de Berlin.
Délégué du Gouvernement Polonais pour la Haute-Silésie.

*Na Manu Rzeczypospolitej
Odrodzonej i Rzeczywistej
Polski*

Mars 1921.



868 S
~~1862~~

943.8

Rakow
Hant

943.8 : 327

ZBIORY ŚLĄSKIE

Akc 293
Nr 9761 C

Quelques données statistiques.

La statistique de la population du territoire plébiscitaire permet d'affirmer que la Haute-Silésie fait partie du territoire ethnographique de la Pologne et non de l'Allemagne.

Etant donné que le recensement de la population se faisait en Allemagne tous les cinq ans, et que du fait de la guerre celui de 1915 n'a pu avoir lieu, on est obligé, pour établir le rapport actuel des deux nationalités, de recourir aux calculs en prenant pour base la statistique officielle de 1910 et en ajoutant aux chiffres de cette année le taux d'accroissement annuel normal.

Nous obtiendrons ainsi pour le territoire plébiscitaire 1.245.085 Polonais (y compris les personnes employant les deux langues) et 870.801 Allemands, c'est-à-dire respectivement 58,84 et 41,16 pour 100.

Les résultats des élections municipales qui ont eu lieu en Haute-Silésie en novembre 1919 confirment pleinement ces données sur la composition de la population au point de vue des nationalités. Il en ressort de façon indubitable que les Polonais (1.255.718) constituent 59,55 pour 100 des habitants et les Allemands (860.168) 40,65 pour 100 seulement. Ces chiffres s'amélioreraient encore à l'avantage des Polonais si on rejetait des calculs le district de Glubczyce (Leobschütz) dont la population est en grande partie allemande et qui n'a été compris dans le territoire plébiscitaire qu'à cause de sa situation géographique. Il forme dans ce territoire une enclave au point de vue ethnographique.

Ainsi, deux sources différentes donnent des résultats concordants : en chiffres ronds, une moyenne de 5 Polonais contre 2 Allemands. Les Polonais ont dans le pays une majorité incontestable.

La statistique confessionnelle (d'après l'Annuaire de l'Évêché de Breslau pour 1920, *Handbuch für das Bistum Breslau*, 1920) établit que sur le total de 1.245.085 Polonais, 54.500 sont protestants. Parmi les 870.801 Allemands, 263.184 appartiennent à ce culte. Les Polonais forment 66,27 pour 100 de la population catholique du pays, les Allemands 55,75 pour 100. Parmi les protestants, l'élément polonais ne constitue que 16,58 pour 100.

La répartition de la population allemande et polonaise varie beaucoup suivant qu'il s'agit des agglomérations urbaines ou des districts ruraux. C'est surtout dans les villes que les Allemands sont parvenus à former des majorités compactes, ce qui peut donner aux personnes peu initiées aux choses du pays l'impression que la Haute-Silésie est entièrement germanisée.

Voici comment se présente le rapport des deux nationalités dans les districts urbains :

	Allemands.	Polonais.
Opole (Oppeln)	80 pour 100	15,8 pour 100
Gliwice (Gleiwitz)	74 —	14,7 —
Bytom (Beuthen)	60 —	55,4 —
Krolewska Huta (Königshütte)	54,1 —	54 —
Katowice (Kattowitz)	85,5 —	13,5 —
Raciborz (Ratibor)	59,6 —	50 —

Cette proportion numérique, si défavorable aux Polonais dans les principales communes urbaines, change complètement en leur faveur lorsque nous passons aux districts ruraux. On peut se convaincre alors que les Polonais forment dans le territoire plébiscitaire une forte majorité :

DISTRICTS RURAUX

	Allemands.	Polonais.
Kluczbork (Kreuzburg)	46,9 pour 100	47,2 pour 100
Olesno (Rosenberg)	19,4 —	86,7 —
Opole-campagne (Oppeln)	20,1 —	75,8 —
Strzelce (Strelitz)	17,2 —	79,5 —
Lubliniec (Lublinitz)	14,6 —	79 —
Gliwice (Gleiwitz)	20,4 —	76,4 —
Tarnowskie Gory (Tarnowitz)	27 —	66,8 —
Bytom-campagne (Beuthen)	50,5 —	62,8 —
Zabrze	40 —	50 —
Katowice-campagne	50,5 —	64,8 —
Pszczyna (Pless)	15,4 —	86 —
Rybnik	18,9 —	77,8 —
Raciborz (Ratibor)	11,2 —	47,7 —
Kozle (Cosej)	21,7 —	75 —

Ce tableau est basé sur les données de la dernière statistique officielle (1910). Les chiffres qu'il fournit pourraient donc être exagérés plutôt au détriment des Polonais qu'à leur profit. Nous n'y faisons pas figurer les districts de Glubczyce, de Prudnik et de Namyslow dont des parties insignifiantes seulement ont été incorporées au territoire plébiscitaire.

On note aussi une grande différence, au point de vue de la répartition des populations polonaise et allemande, entre la région industrielle et minière et la région agricole. La région industrielle et minière comprend les districts de : Bytom-ville, Bytom-campagne, Gliwice-ville, Katowice-ville, Katowice-campagne, Krolewska-Huta, Pszczyna, Tarnowskie-Gory, Toszek-Gliwice, Rybnik, Zabrze. Ils sont tous situés dans le sud-est du territoire plébiscitaire et sont, par conséquent, contigus à la Pologne. Quant aux autres districts, nous les rangeons dans la région agricole.

Dans la région minière et industrielle, on compte pour une population

globale de 1.566.264 habitants 64,4 pour 100 de Polonais et 52,6 pour 100 d'Allemands.

Étant donné que l'élément polonais prédomine dans la région industrielle et minière, il n'est pas étonnant que les Polonais aient une énorme majorité parmi la population ouvrière. L'association professionnelle polonaise a réuni, à cet égard, pour l'année 1920, les chiffres suivants :

Désignation.	Nombre global.	Polonais.	Pour 100.
Ouvriers des mines	472.000	446.200	75
— métallurgistes	58.000	50.000	85,21
Employés subalternes des mines et usines . .	11.580	5.955	54,1
Employés supérieurs des mines et usines . .	720	5(?)	0,7

Ces chiffres montrent que, sans risquer de commettre une erreur, on peut affirmer que l'élément ouvrier en Haute-Silésie est polonais, qu'il s'agisse de mineurs ou de métallurgistes. Le reste, disparate et très peu nombreux, se recrute en majeure partie parmi des Allemands venant du Reich, des soldats démobilisés qui, en somme, n'ont pas d'intérêts communs avec le pays. La destinée des ouvriers hauts-silésiens se confond avec celle de toute la population ouvrière polonaise.

La superficie du territoire plébiscitaire de Haute-Silésie est de 11.265 kilomètres carrés. Elle correspond, avec des modifications légères, à celle de la Régence d'Opole.

Production de la Haute-Silésie et ses conditions.

CHARBON

La richesse la plus considérable de la Haute-Silésie consiste dans ses gisements de houille. La production de charbon en Haute-Silésie s'élevait en 1913 à 45.459.000 tonnes (les mêmes chiffres ont été atteints en 1917), pendant que la production totale de l'Allemagne (avec la Silésie, la Sarre et l'Alsace) était pour la même année (1913) de 191.511.000 tonnes. Le charbon haut-silésien est fourni par 63 mines appartenant à 25 sociétés anonymes.

26 pour 100 de la production de ces mines sont absorbés par les besoins de l'industrie de la province elle-même, pendant que 74 pour 100 sont exportés au delà de ses frontières. Toutefois, en consultant le tableau de ces exportations, on ne tarde pas à constater qu'elles ne s'orientent nullement vers l'Ouest, mais prennent surtout la direction de l'Est et du Sud-Est. La Haute-Silésie ravitaillait en charbon la Russie et l'Autriche-Hongrie et écoulait dans ces deux pays une part d'autant plus grande de sa production que le débouché allemand se restreignait pour elle de plus en plus, par suite de la concurrence des charbons de la Ruhr et des charbons anglais. De 1884 à 1897, sa participation à l'approvisionnement de Berlin en charbon était tombée de 69 à 57 pour 100. Cette diminution s'est encore sensiblement accentuée depuis, si bien qu'en 1911 les charbonnages hauts-silésiens ne subvenaient plus que pour 57,7 pour 100, soit 778.278 tonnes à la consommation totale de la capitale. Enfin, en 1913, la quantité de charbon fournie à celle-ci par la Haute-Silésie diminuait encore de 534.157 tonnes. Pendant ce temps, l'importation du charbon anglais ne cessait de s'accroître et passait de 105.894 tonnes, en 1890, à 813.286 tonnes en 1911. Pour le même délai de 1890-1911, les envois du bassin westphalo-rhénan montaient de 84.288 tonnes à 265.097 tonnes.

En 1913, la Haute-Silésie a exporté dans le Reich un quart à peine de sa production de charbon; le reste était expédié dans les provinces polonaises de l'ancienne Confédération germanique et à l'étranger. Cette exportation se répartissait ainsi que suit¹:

	Tonnes.
1. Dans les provinces polonaises de l'ancienne Confédération germanique (Posnannie, Prusse occidentale et leurs ports, Haute-Silésie)	20 120 158
2. A l'étranger	13 061 829
3. Dans les pays allemands de la Confédération germanique	10 619 069
Total	<hr/> 43 801 056

1. Statistik der oberschlesischen Berg- und Hüttenwerke für das Jahr, 1913, éd. par le Obersch. Berg und Hüttenmaennischer Verein, 1914, p. 45-47.

Le charbon haut-silésien était presque en totalité exporté dans les provinces polonaises de Russie et en Autriche-Hongrie. La Haute-Silésie représentait ainsi pour l'Allemagne la possibilité de rendre ces deux pays ses tributaires au point de vue de leur approvisionnement en charbon. Ces envois auraient d'ailleurs pu prendre des proportions encore plus considérables si des droits d'entrée fort élevés ne créaient de difficultés à l'exportation du charbon allemand en Russie.

La tendance de cette exportation à se diriger vers l'Est se laisse expliquer aisément : la Haute-Silésie se trouvait placée aux confins à la fois de l'Allemagne, de la Russie et de l'Autriche-Hongrie ou, plus exactement, des anciennes provinces polonaises de ces trois pays. Or, si l'Allemagne disposait d'une quantité suffisante de charbon, les choses ne se présentaient pas de même pour ses voisins, et en particulier pour les provinces polonaises sous la domination russe et autrichienne (Royaume du Congrès et Galicie). D'autre part, la situation excentrique de la Haute-Silésie dans le territoire allemand la poussait à entrer dans l'orbite du développement économique des pays auxquels elle confine. Mais tout en y étant entraînée, elle ne put prendre l'essor nécessaire étant séparée de ces pays par la barrière artificielle de leurs frontières politiques. Aussi sa production ne réalise-t-elle que des progrès peu sensibles par rapport à l'accroissement de la production allemande. En la comparant à celle de la région de Dortmund, nous obtenons les chiffres suivants :

Années.	En Haute-Silésie en 1000 tonnes.	Accroissement par rapport aux chiffres de 1871 représentés par 100.		Accroissement par rapport aux chiffres de 1871 représentés par 100.
		Dans la région de Dortmund.		
1871 . . .	6 552	100	12 715	100
1881 . . .	10 568	158,7	25 645	186
1891 . . .	17 730	271,4	57 402	294,2
1901 . . .	25 251	386,6	58 448	459,7
1911 . . .	56 625	560,7	91 329	718,8

On voit par ce qui précède que la production de la région de Dortmund s'accroît beaucoup plus rapidement que celle de la Haute-Silésie, de sorte que cette dernière passe de plus en plus à l'arrière-plan par rapport à la région de Dortmund. L'extraction augmente sept fois à Dortmund contre cinq fois seulement en Haute-Silésie. Où faut-il en chercher la cause? Donnons ici la parole à un *auteur allemand* : « C'est un fait incontestable que la Haute-Silésie a profité infinitémoins de l'essor économique de l'Allemagne que la région de la Ruhr et qu'elle est par conséquent restée en arrière de cette région en ce qui concerne son développement économique. »

« On ne peut donc attribuer cet état de choses qu'aux conditions d'exportation de ses produits. »

Le prof. Bruno Dietrich, de Breslau, constate, pour sa part, dans une brochure

récente consacrée à la Haute-Silésie, que celle-ci est enfermée dans une impasse où elle étouffe et qu'à défaut d'un relèvement artificiel du prix de transport des charbons anglais importés en Allemagne et d'avantages qu'on assurerait éventuellement aux charbons silésiens exportés vers le Nord, il n'y a pour la Haute-Silésie d'autre orientation possible que les pays du Sud-Est qui constituent pour sa houille des débouchés naturels.

Ces conclusions montrent qu'au moins en matière de charbon, les intérêts de l'Allemagne et de la Haute-Silésie ne les lient pas nécessairement l'une à l'autre et que ceux de la Haute-Silésie la rattachent plutôt aux pays de l'Est.

INDUSTRIE DU FER

Passons maintenant à l'autre grand domaine de l'industrie haute-silésienne, et notamment à l'industrie du fer. La construction en Haute-Silésie d'usines sidérurgiques se justifie par la facilité d'utiliser sur place un combustible abondant et susceptible de fournir du coke. Elle possède 57 hauts fourneaux dont 29 en exploitation contre un total de 221 en Allemagne, 25 fonderies de fer et d'acier et 14 aciéries. Ses hauts fourneaux sont en général d'une assez faible capacité et donnaient une production annuelle moyenne de 34.200 tonnes contre 69.200 tonnes fournies par les hauts fourneaux du bassin westphalo-rhénan.

L'industrie sidérurgique de la Haute-Silésie comporte surtout la production de la fonte ainsi que du fer laminé, de tuyaux, d'îles, rails, traverses de fer, etc. C'est cependant la fonte qui tient la première place parmi ces produits.

Un examen plus approfondi des conditions de développement de cette industrie nous conduit aux mêmes conclusions que celles que nous avons formulées à propos de la production du bassin houiller haut-silésien. Loin de suivre le mouvement ascendant de la production de l'Empire, l'industrie sidérurgique haute-silésienne décline par rapport aux progrès de cette même industrie dans le Reich et ne figure dans le total de celle-ci que pour une faible part, de plus en plus réduite ainsi que le prouvent les données statistiques ci-après :

PRODUCTION DE LA FONTE.

Années.	Haute-Silésie. Tonnes.	Pourcentage de la production de l'Empire.
1871.	231 846	14,8
1881.	327 651	11,2
1891.	479 806	10,5
1901.	641 726	8,1
1911.	965 582	6,2

Ainsi, en 1915, les hauts fourneaux silésiens ont produit 994.000 tonnes sur un total de plus de 11 millions 1/2 de tonnes pour l'ensemble de l'Allemagne (l'Alsace-Lorraine exceptée).

Pendant que la production totale de fonte en Allemagne passait de 9.500,000 tonnes en 1905 à 16.800.000 tonnes en 1915 (c'est-à-dire augmentait de plus de trois quarts), celle de la Haute-Silésie restait presque stationnaire. Ce contraste révèle une situation plutôt précaire de cette branche de l'industrie haute-silésienne, situation qui est elle-même un indice des conditions économiques défavorables, notamment du manque de débouchés pour les produits de cette industrie. En effet, les chiffres concernant l'écoulement de la fonte et des produits fabriqués de son industrie métallurgique nous mettent à même de constater que la Haute-Silésie ne subvenait dans ce domaine que dans une mesure insignifiante aux besoins de l'Allemagne, mais que, par contre, le développement de son industrie métallurgique est subordonné à son union avec les territoires situés à l'Est. D'autre part, la production de ses usines sidérurgiques est minime par rapport à celle des usines que l'Allemagne conserve à l'intérieur de ses nouvelles frontières. Elle n'a que peu progressé en comparaison avec l'essor de ces usines.

L'industrie métallurgique haute-silésienne n'a pour le marché intérieur allemand qu'une importance tout à fait secondaire. Elle ne s'était en réalité assuré entièrement que son propre marché haut-silésien. Elle ne subvenait à l'approvisionnement en fer de la Silésie (sans la Régence d'Opole) que pour la moitié des besoins de cette province, que pour un peu plus d'un tiers à l'approvisionnement de la Posnanie et dans une proportion insignifiante à celui des marchés d'exportation les plus proches, notamment de la Prusse Occidentale, de la Poméranie, de la Saxe et du Brandebourg.

Même dans ces provinces d'ailleurs, la proportion dans laquelle le fer haut-silésien participe à leur approvisionnement va toujours diminuant.

L'industrie du fer et des produits dérivés se trouve donc en Haute-Silésie dans une situation difficile qui s'explique aussi bien par l'éloignement de cette province du centre de l'Allemagne que par la concurrence des régions mieux approvisionnées comme la Westphalie. Des obstacles artificiels lui interdisent par ailleurs, dans une assez large mesure, l'accès des marchés voisins étrangers. Néanmoins, et malgré ces obstacles, une part très notable de la production sidérurgique haute-silésienne s'écoulait en Pologne et en Autriche. La suppression des barrières douanières eût rendu sans doute son exportation beaucoup plus importante encore. Il est en tout cas indéniable que l'union économique de la Haute-Silésie avec la Pologne ressort des conditions de développement de son industrie sidérurgique.

L'évidente diminution de sa production de fer tient aux mêmes causes que le ralentissement relatif de la production de ses charbonnages. Les Allemands eux-mêmes ne cherchent pas toujours à se le dissimuler. Dans une brochure allemande de propagande parue sous le titre « *Oberschlesien* » et éditée par les soins de l'Union allemande pour la conservation de cette province au Reich, nous lisons (p. 20) « que les difficultés auxquelles se heurte en Haute-Silésie l'industrie du fer ne sont nullement imputables aux conditions de la production, mais résultent surtout de la situation géographique de la région industrielle ». En effet, la situation géographique de la Haute-Silésie, c'est-à-dire la barrière des frontières qui la

séparent des provinces polonaises situées plus à l'Est, est parmi les causes essentielles des difficultés qu'elle rencontre pour le développement de son industrie du fer. Par contre, la brochure induit ses lecteurs en erreur lorsqu'elle affirme que ces difficultés ne tiennent nullement aux conditions de la production. Ces conditions sont elles-mêmes nettement défavorables : la Haute-Silésie ne peut couvrir que pour une faible part les besoins en minerai de fer de son industrie sidérurgique, les gisements de celui-ci étant à la veille d'être épuisés. Elle manque de minerai et est condamnée à en importer des quantités de plus en plus considérables.

MINERAI DE FER

Le minerai de fer qui constitue la matière première fondamentale de l'industrie sidérurgique n'est fourni en Haute-Silésie qu'en quantité tout à fait insuffisante par les gisements de cette province. Elle en possède huit en exploitation ; sur ce nombre, quatre appartiennent à des fonderies et les quatre autres sont exploités par des particuliers. Leur production est, depuis assez longtemps déjà, très restreinte et diminue encore sensiblement d'année en année. On n'emploie actuellement dans ces mines que 475 ouvriers et le total du minerai extrait ne s'est monté en 1917 qu'à 59.821 tonnes, chiffre insignifiant par rapport aux besoins de l'industrie sidérurgique et à ce que les gisements de Haute-Silésie fournissaient dans un passé relativement récent, ainsi qu'on pourra s'en convaincre par le tableau ci-dessous :

Années.	Tonnes.	Tonnes ¹ .
1889.	800 000	
1890.	700 000	
1896.	475 000	
1915.	150 000	
1917.	59 000	

Pendant ce temps, la consommation du minerai de fer ainsi que celle des matériaux de fusion augmente continuellement comme il ressort des chiffres qui suivent :

Années.	Total de la consommation sur lequel la Haute-Silésie a fourni		Mineraï étranger.
	Tonnes.	Tonnes.	
1891.	871 425	708 654, soit 81 pour 100	129 460, soit 14,9 pour 100
1911.	1 120 215	251 689, — 22,5 pour 100	715 278. — 65,7 pour 100
1912.	1 253 000	253 000	

En ce qui concerne le minerai importé en 1912, la Russie et la Pologne en fournissent 245.000 tonnes, la Scandinavie 550.000 tonnes, l'Allemagne 270.000 tonnes.

1. a Oberschlesien ; données en chiffres ronds.

Les phénomènes qu'on observe pour les minerais de fer se reproduisent pour les matériaux de fusion.

Années.	Consommation totale des matériaux de fusion. Tonnes.	Matériaux de fusion fournis par la Haute-Silésie. Tonnes.	Importés de l'étranger. Tonnes.
1891 . . .	1 214 350	910 000	262 799
1911 . . .	1 956 454	564 881	996 194

Ainsi l'appoint qu'apportait à l'industrie sidérurgique haute-silésienne la production locale était réduit à des proportions minimes. Les gisements qu'elle exploitait étaient à peu près épuisés et ne donnaient, au reste, qu'un minéral pauvre. Ce fut donc pour elle une nécessité impérieuse de chercher son salut dans l'importation des matières premières. Mais l'Allemagne ne pouvait contribuer à son approvisionnement que pour une faible part, ses grands gisements miniers se trouvant dans les provinces rhénanes. Ajoutons qu'actuellement, avec la perte de la Lorraine, ces gisements suffisent à peine à alimenter les hauts fourneaux de la région avoisinante. En conséquence, la Haute-Silésie, qui était déjà condamnée par la force des choses à importer de l'étranger la plus grande partie du minéral de fer et des matériaux de fusion nécessaires à son industrie sidérurgique, se voit aujourd'hui acculée par la force des choses à l'emploi presque exclusif de minéral étranger.

Déjà en 1899, l'emploi de ce minéral (Styrie, Carpates, Suède, Russie) dépassait celui du minéral indigène. On comptait que la fonte fournie par les forges de la Haute-Silésie dépendait, dès cette époque, pour 16 pour 100 des minéraux suédois et pour 20,4 pour 100 des minéraux de fer du Sud de la Russie (notamment du Krivoi Rog).

En 1915, les 29 hauts fourneaux actifs en Haute-Silésie avaient produit 904 601 tonnes de fonte et employaient comme matière brute les minéraux de fer suivants :

Minéral de fer de Haute-Silésie	178 958	tonnes.
— Posnanie (désormais Pologne)	79 861	—
— étranger	576 028	—
— allemand	260 704	—
Total	1 095 551	

Ces chiffres sont particulièrement intéressants au point de vue de l'évolution qui s'accomplit : l'industrie haute-silésienne commence à chercher à proximité les matières premières qu'elle faisait surtout venir de l'étranger (Suède, Espagne). Malgré des tarifs spécialement bas, les frais de transport de ces minéraux étaient encore beaucoup trop élevés par suite de la longueur du trajet, aussi le fer fourni par l'industrie sidérurgique haute-silésienne ne pouvait-il soutenir la concurrence de celui sortant des usines de l'Allemagne de l'Ouest. La cherté de la matière première rendait cette concurrence impossible. L'industrie haute-silésienne eut pu produire à meilleur compte si elle avait à sa disposition du minéral tout proche. Or, ce

minéral peut lui être procuré par la Pologne. Les territoires polonais voisins renferment des quantités considérables de minéral de fer qui, au cas où la Haute-Silésie serait réunie à la Pologne, pourraient alimenter ses hauts fourneaux. Des études concernant uniquement la partie occidentale de l'ancienne Pologne russe ont démontré l'existence dans cette région de grandes quantités de ce minéral.

Ainsi la question se pose ici de la même façon que pour le charbon : il est de toute évidence que le régime économique de l'Allemagne n'offre à l'industrie sidérurgique de la Haute-Silésie aucune garantie de développement. Aussi bien l'industrie charbonnière de cette province que son industrie du fer ne se rattachent que faiblement à l'organisme économique de l'Allemagne et son union à celle-ci, loin de favoriser sa production métallurgique, en paralyserait au contraire l'essor, étant donné la concurrence des usines métallurgiques allemandes de l'Ouest.

BOIS

Nous avons vu que l'industrie sidérurgique de la Haute-Silésie dépendait en partie de l'importation dans cette province du minéral de fer polonais. Il en est de même pour un autre facteur essentiel de son développement industriel, notamment pour le bois dont les mines de charbon utilisent des quantités considérables pour l'entretien de leurs installations techniques. Les mines hautes-silésiennes importent une grande partie de ce bois de Pologne et ne pourraient absolument pas suffire seules à leurs besoins, en ce qui concerne cet article, si elles étaient privées de ce que leur fournissent les territoires polonais. Avant la guerre, elles consommaient annuellement environ un million de mètres cubes de bois. Sur ce total, un quart provenait du Royaume du Congrès (Pologne russe) et un autre quart de Galicie (Pologne autrichienne).

Il est vrai que les forêts occupent en Haute-Silésie des surfaces importantes, mais leurs ressources suffisent à peine à couvrir les deux tiers des immenses besoins de ses mines ainsi que de ses papeteries et fabriques de cellulose qui utilisent le bois comme matière première. Le tiers manquant, soit un million de mètres cubes, est importé d'au delà de ses frontières. De ce bois, 70 pour 100 à peu près venaient de Posnanie, de Galicie et du Royaume du Congrès, c'est-à-dire de Pologne. En 1909, la Haute-Silésie comptait 25 grandes papeteries et fabriques de cellulose qui, avant la guerre, importaient de Pologne tout le bois qu'elles consommaient malgré les droits de douane très élevés.

On voit par ce qui précède que la Haute-Silésie dépend entièrement de la Pologne pour son approvisionnement en cette matière. L'Allemagne ne peut lui en fournir que des quantités tout à fait insignifiantes. Les ressources ligneuses de la Régence de Breslau et de celle de Liegnitz sont absorbées par l'industrie de la cellulose et les autres exploitations forestières allemandes sont trop éloignées de la Haute-Silésie pour qu'il soit possible de les prendre en considération, vu le coût du transport qui augmente nécessairement le prix du bois.

Les chiffres ci-après indiquent la provenance du bois importé en Haute-Silésie

de 1911 à 1915¹, notamment l'importation *par chemin de fer* de rondins, de bois travaillé, de bois de chauffage et de poteaux de mines.

Années.	Total.	Sur ce total, les provinces polonaises de Russie, d'Autriche et de Prusse fournissaient.
1911.	504 694 tonnes.	568 512 tonnes.
1912.	566 201 —	409 517 —
1913.	640 656 —	477 644 —

D'après le Dr. Bonikowsky (p. 264), on a importé, dans les années 1909-1914, par chemin de fer, dans la régence d'Opole :

	d'Allemagne (avec la Posnannie*) Tonnes.	de Pologne (sans la Posnannie*) Tonnes.	
Bois rond	8 614	102 505	*) La Posnannie
Bois de construction.	11 584	55 571	fait désormais
Bois de chauffage . .	48 601	187 150	partie de la
Total.	68 599	545 025	Pologne.

Pendant la guerre, les mines et les forges hautes-silésiennes étaient, à l'époque de l'occupation allemande, approvisionnées en bois et en minerai de fer polonais par l'entremise des autorités d'occupation civiles à Varsovie. L'importance du bois polonais pour les mines de cette province est suffisamment caractérisée par une phrase du Mémoire présenté au gouvernement allemand par les industriels de Haute-Silésie : « Sans le bois polonais, y lisons-nous, il eût été impossible de poursuivre d'une manière aussi intensive l'exploitation des mines de Haute-Silésie. »

ZINC

L'industrie du zinc constitue l'un des piliers du développement économique de la Haute-Silésie. Elle se suffit à elle-même pour les besoins de cette industrie, son propre sous-sol lui fournissant la matière première. Ainsi aucun lien économique ne la rattache à ce point de vue à l'Allemagne : elle est entièrement autonome.

En 1917, il y avait en Haute-Silésie 16 fonderies de zinc en exploitation avec 571 fourneaux. La production de zinc se montait en 1915 à 170.000 tonnes sur un total de 269.000 tonnes fournies par toute l'Allemagne. L'importance de cette industrie oblige la Haute-Silésie à chercher pour elle des débouchés sur les marchés étrangers. En 1915, elle a exporté 105.000 tonnes de zinc brut et 25.000 tonnes de zinc laminé. Ces exportations étaient surtout dirigées vers l'Est, c'est-à-dire vers les provinces polonaises. La consommation intérieure était également destinée en grande partie aux régions de l'Est qui, pour la plupart, appartiennent aujourd'hui à l'État polonais. C'était l'industrie de la Westphalie qui subvenait aux besoins des provinces de l'Ouest de l'Allemagne.

1. Statistik der Güterbewegung auf deutschen Eisenbahnen.

Ainsi les conditions où se développe et fonctionne en Haute-Silésie l'industrie du zinc confirment ce que nous avons déjà signalé à propos de l'industrie charbonnière de cette province et de celle du fer, notamment l'étroite union de la Haute-Silésie au point de vue économique avec les autres territoires polonais.

CIMENT

Le ciment est l'objet de l'une des plus importantes industries de la Haute-Silésie. Sa production y date déjà de 1857 et il est fabriqué exclusivement avec des matières premières fournies par le pays même. En 1910, on comptait en Haute-Silésie dix usines de ce produit qui formaient un trust, au capital social d'environ 35 millions de marks. Leur production s'exprimait par les chiffres suivants :

En 1911	4 716 000 tonneaux de 170 kilogrammes.
En 1912	4 557 000
En 1913	4 226 000

Le ciment haut-silésien approvisionnait un certain nombre de marchés, et en premier lieu le marché russe (en particulier les provinces polonaises), la Roumanie, l'Autriche, les pays balkaniques. Il trouvait également un débouché en Amérique, mais les difficultés de transport dues au manque de voies d'eau entravèrent l'extension de cette exportation au delà de l'Océan. D'autres difficultés, notamment des tarifs douaniers élevés, vinrent paralyser l'écoulement de ce produit vers la plupart des marchés énumérés ci-dessus.

Les conditions imposées à l'industrie du ciment par le trust l'ont également empêchée de se diriger vers l'Ouest de l'Allemagne. Elle n'avait plus d'autres débouchés que les provinces polonaises sous la domination prussienne.

Ainsi se trouve confirmé, même pour la production du ciment, le fait général que la Pologne constitue pour la Haute-Silésie le plus important, sinon l'unique débouché pour ses produits.

PRODUITS ALIMENTAIRES

Dans les pages qui précèdent, nous avons établi que les provinces de l'Est qui constituent l'État polonais offrent pour les produits des diverses industries hantes-silésiennes le débouché naturel, à la fois le plus commode et le plus sûr.

En réalité, la Haute-Silésie forme avec ces provinces un tout indissoluble au point de vue économique et si l'expansion de son industrie la dirige vers le vaste marché d'écoulement qu'y trouvent les différents produits de cette industrie, elle-même est, pour sa part, étroitement subordonnée à la Pologne pour son approvisionnement en denrées alimentaires. On peut dire, sans crainte d'être taxé d'exagération, que la Pologne s'ouvre devant elle comme un immense grenier où elle

puise les produits nécessaires à sa subsistance. Il existe, certes, peu d'exemples d'une réciprocité d'échanges aussi parfaite, d'une interdépendance aussi nettement caractérisée que celles qu'il nous est donné d'observer dans les rapports mutuels du territoire haut-silésien et des provinces réunies qui constituent aujourd'hui l'État polonais.

Il n'est que trop compréhensible qu'une région industrielle comme la Silésie ne produise pas assez de denrées alimentaires pour suffire aux besoins de sa population. Bien que les 80 pour 100 des terres labourables soient affectés en Haute-Silésie à la culture, le déficit est néanmoins considérable. La production annuelle locale se traduit par les chiffres suivants :

Froment	123 000	tonnes.
Seigle	524 000	—
Orge	125 000	—
Avoine	297 000	—
Pommes de terre	1 187 000	—

Or, tandis que l'Allemagne s'ingénie à démontrer que la Haute-Silésie se rattache au Reich, dans le domaine économique, par les liens les plus étroits, nous voyons, une fois de plus, en abordant le chapitre de l'approvisionnement de cette province en matières alimentaires, que la réalité oppose à ces assertions le démenti le plus catégorique. La Haute-Silésie ne pourrait pas subsister sans la Pologne, sa production agricole étant loin de couvrir ses besoins.

L'élève des animaux domestiques donne en Haute-Silésie un nombre de bêtes insuffisant, par rapport aux besoins de la consommation (celle-ci étant supposée égale à celle de la moyenne de tout l'Empire); le déficit annuel se monte à environ 7 kilos par personne, soit à près de 15.000 tonnes au total. Cette estimation est confirmée par le fait que la Haute-Silésie importe de la Pologne une quantité correspondante de viande de porc.

L'importation dans cette province d'au delà ses frontières, par chemin de fer, de produits agricoles, de chevaux et de bétail, se présente comme suit (année 1912) :

Produits.	Total.	Sur ce total importation de Pologne
Blé	9 468 tonnes	4 522 tonnes
Seigle	55 092 —	21 464 —
Avoine	4 689 —	3 038 —
Orge	25 742 —	22 855 —
Pommes de terre	91 568 —	78 775 — (en 1911 : 70 291 t.)
Farine et gruaux	44 994 —	15 489 —
Millet, sarrasin et légumineux . . .	12 554 —	11 270 —
Chevaux	4 677 —	2 679 — (en 1911 : 4 655)
Porcs	142 055 —	120 075 —
Volailles	514 760 —	297 400 —

Ces chiffres parlent pour eux-mêmes et imposent des deductions qui ne peuvent et qui n'ont jamais pu être contestées. La dépendance où la Haute-Silésie

se trouve à l'égard de la Pologne au point de vue de son approvisionnement en produits alimentaires est tellement évidente qu'elle a dicté aux auteurs d'un Mémoire daté du 24 septembre 1916 et dressé par la Chambre de Commerce de la Régence d'Opole (Oppeln) le passage significatif suivant :

« La solution du problème de l'importation de Pologne des produits alimentaires présente pour la Haute-Silésie une importance capitale.

« Grâce à la qualité de son sol dont la production pourrait encore être décuplée par l'application rationnelle des méthodes de culture modernes, la Pologne russe serait pour nous une admirable colonie. Notre région qui reste, au point de vue alimentaire, un pays d'importation, est particulièrement intéressée à ce que les districts limitrophes soient annexés. La Pologne russe a toujours été, en quelque sorte, un « Hinterland » naturel pour la Haute-Silésie dont le territoire ne suffit pas à nourrir sa population trop dense. »

Or, les prévisions des industriels allemands ne se sont pas réalisées. Au contraire, les provinces polonaises de Posnanie et de Poméranie ont été détachées de l'Etat prussien pour retourner à la Pologne. La Haute-Silésie est, de ce fait, plus que jamais subordonnée à celle-ci pour son approvisionnement en matières alimentaires. On sait, en effet, que la Posnanie et la Poméranie ont toujours été considérées par les Allemands comme leur principal grenier sans lequel, ainsi qu'ils l'affirmaient souvent au cours des pourparlers de paix à Paris, il leur serait impossible de subsister.

Comment donc l'Allemagne d'aujourd'hui pourrait-elle résoudre le problème de l'alimentation de la Haute-Silésie sinon en important de Pologne des quantités toujours plus considérables de produits alimentaires ?

Comme tout ce qui précéde, la situation de la Haute-Silésie à ce point de vue met en pleine lumière les liens économiques naturels qui la rattachent à l'Est en général, et en particulier à la Pologne. Et par contre, on voit combien fragiles et artificiels sont ceux qui l'unissent à l'Allemagne.

CONCLUSIONS

Le fait que l'organisme économique de la Haute-Silésie ne peut se développer qu'en union avec la Pologne était si évident que l'Union des mines et des forges de Haute-Silésie (composée d'industriels allemands) déclarait ce qui suit dans le Mémoire du 6 décembre 1917 qu'elle avait présenté au gouvernement allemand :

« Pour aucune partie de l'Allemagne, l'établissement d'un lien économique et politique avec la Pologne n'est d'une importance aussi capitale que pour la région industrielle de la Haute-Silésie..... Si la Haute-Silésie était, jusqu'au moment actuel, entravée dans son développement, la faute en incombe à sa situation géographique..... Dans l'avenir, il faut qu'il n'y ait pas de frontière entre elle et la Pologne, car celle-ci a pour la Haute-Silésie une importance énorme. »

Evidemment, les auteurs du Mémoire espéraient, en 1917, que ce serait la Pologne qu'on relierait à la Haute-Silésie.

Il est indéniable qu'au point de vue économique la Pologne et la Haute-Silésie dépendent l'une de l'autre et se complètent mutuellement et que l'abolition de la frontière politique entre ces deux pays est dans l'intérêt de l'accroissement de la production. Au cas de la réunion de la Haute-Silésie à la Pologne, l'industrie haute-silésienne s'assurera pour l'écoulement de ses produits un véritable monopole sur un territoire immense, s'étendant des Carpates jusqu'à la Baltique, des sources de la Vistule jusqu'aux bords de la Dvina et de l'Oder jusqu'au delà de Brest-Litovsk.

Ce territoire fournira à l'industrie haute-silésienne les matières premières qui lui faisaient défaut jusqu'à présent.

Ainsi la Pologne présente pour la Haute-Silésie des possibilités de développement immenses, aussi bien pour l'exportation de ses produits industriels que pour son approvisionnement.

Tout d'abord sa situation géographique prouve qu'elle appartient plutôt à la Pologne qu'à l'Allemagne. Enclavée comme elle est entre les provinces polonaises, les produits de son industrie sont forcés de franchir un trajet d'au moins 100 kilomètres avant d'avoir atteint le plus proche de leurs débouchés allemands. Avec le retour de la Posnanie et de la Prusse Occidentale à la Pologne, la situation de la Haute-Silésie est devenue encore plus défavorable à ce point de vue. En dehors de l'Oder dont le cours supérieur ne peut guère être utilisé comme voie de transport, elle ne possède pas de communication fluviale.

Il est d'ailleurs impossible d'imaginer un exemple qui mettrait mieux en lumière la réciprocité des intérêts de deux pays que celui qui nous est fourni par la Pologne et la Haute-Silésie. La Pologne est pour la Haute-Silésie un marché d'exportation naturel. Rien ne paraît plus propre à le prouver que le fait qu'après que le gouvernement russe eut dressé une barrière artificielle entre la Haute-Silésie et les territoires polonais sous sa domination, en établissant des tarifs douaniers très élevés, l'industrie haute-silésienne a virtuellement franchi cette barrière. Toute une série d'usines métallurgiques naissent à la vie dans les provinces qui formaient l'ancienne Pologne russe. Elles sont tantôt fondées directement par des sociétés hautes-silésiennes comme des succursales de celles-ci et tantôt gardent des rapports très étroits avec l'industrie haute-silésienne.

La Pologne réunie est aujourd'hui un pays de 50 millions d'habitants, mais relativement peu développé au point de vue industriel. La production de son industrie minière et de celle du fer ne peut pas satisfaire aux besoins d'un pays aussi vaste. Aussi offre-t-elle à l'industrie de la Haute-Silésie un immense débouché. Le charbon vient en première ligne. L'importation de charbon haut-silésien en Pologne dépassait 12 millions de tonnes. La Prusse Occidentale, la Prusse Orientale et la Posnanie consommaient avant la guerre des quantités appréciables de ce charbon. Aujourd'hui ces provinces font partie de la Pologne. Enfin, la partie de la Silésie de Teschen qui a été attribuée à la Pologne contribue à augmenter les besoins de celle-ci, en ce qui concerne le charbon et le fer de Haute-Silésie, étant privée elle-même de ses usines et de ses mines cédées aux Tchèques.

En 1915, les territoires polonais actuellement uniliés consommaient plus

d'une vingtaine de millions de tonnes de charbon et de coke. En évaluant la production de leurs charbonnages d'après celle d'avant-guerre, ils ne seraient pas en état de fournir plus de 8 à 9 millions de tonnes. Aucun supplément ne pourrait être apporté par le lignite dont on ne trouve point de gisements dans ces territoires.

Ce que nous venons d'établir pour le charbon, se reproduit, à un degré encore plus marqué, pour l'industrie du fer. Les difficultés que celle-ci rencontrait pour son développement dans le cadre économique de l'Empire, rendaient sa situation de plus en plus précaire (*Manuel*, p. 407). Alors que la production métallurgique de l'Allemagne s'accroissait de 1871 à 1911 dans la proportion de 1 à 10, celle de la Haute-Silésie n'augmentait que peu et sa part dans la production globale de l'Allemagne tombait de 14,8 pour 100 en 1871 à 6,2 pour 100 en 1911.

Ce phénomène tient aux causes que nous avons déjà indiquées à maintes reprises et dont l'action entrave le développement de toutes les branches de l'industrie haute-silésienne. Dans l'organisme économique de l'Empire, la Haute-Silésie est à la merci de ses concurrents de l'Ouest. Voici, au reste, comment les Allemands eux-mêmes caractérisent la situation où se débat son industrie du fer :

« L'industrie métallurgique de la Haute-Silésie ne possède que des possibilités d'écoulement limitées à l'ouest, au sud-ouest et au nord ; la concurrence des forges situées sur la côte de la Baltique et de l'industrie métallurgique anglaise rétrécit encore ces possibilités. Ainsi qu'il a déjà été mentionné, Berlin se trouve à mi-chemin environ entre le district de la Ruhr et celui de la Haute-Silésie. En réalité, l'industrie des provinces allemandes de l'ouest, produisant à des prix de revient infiniment plus réduits, tire profit de cette circonstance pour pénétrer, même par voie de terre, beaucoup plus à l'est que jusqu'à Berlin. Elle écoule ses produits jusque sur le marché de Francfort-sur-l'Oder. » (« *Handbuch* », p. 278).

Ainsi l'industrie de l'ouest allemand éliminait de partout les produits hauts-silésiens bénéficiant de produits alimentaires à meilleur compte et ayant à sa disposition des gisements tout proches de mineraux de fer qui lui fournissent la matière première à bon marché. La Haute-Silésie en a de tout aussi proches, mais de l'autre côté de la frontière, en Pologne.

La sidérurgie de la Haute-Silésie ne dépend pas de l'Allemagne. Elle est alimentée en charbon et en coke par ses propres mines et le déplacement éventuel des frontières n'aurait à cet égard aucune répercussion sur le bon fonctionnement de cette industrie. Quant aux mineraux de fer, il n'y aurait non plus rien de changé en ce qui concerne l'approvisionnement des forges par les gisements locaux. Pour les mineraux de provenance étrangère jouant dans le ravitaillement de ces forges un rôle dominant, le changement des frontières ne déterminerait aucune modification des conditions économiques.

Le choix entre l'Allemagne et la Pologne n'est guère difficile pour la Haute-Silésie. L'Allemagne ne peut absolument pas lui donner ce que lui offre la Pologne : elle ne peut pas lui donner de débouché pour ses produits, ni de matières premières pour son industrie. De même que sa production charbonnière a à lutter avec le charbon anglais, de même sa sidérurgie est menacée par les forges et aciéries allemandes des rives de la Baltique, et n'est pas les industries métallurgiques de

l'étranger. Il n'y avait pas de place pour le développement de l'industrie métallurgique haute-silésienne dans les cadres du Reich. Même dans les provinces les plus rapprochées de l'est, elle était de plus en plus repoussée à l'arrière-plan par la concurrence allemande.

Notre thèse est, au reste, soutenue avec beaucoup d'autorité pas des documents officiels allemands émanant des milieux les plus compétents en matière industrielle. Entre 1915 et 1917, dans l'espace de trois ans, les deux organisations les plus importantes de la Haute-Silésie, l'Union des mines et des forges de Katowice (Berg-und Hüttenmännischer Verein) et la Chambre de Commerce d'Opole n'ont pas présenté au chancelier de l'Empire moins de 7 rapports et mémoires, tous destinés à établir que l'intérêt de la Haute-Silésie exigeait que cette province formât, au point de vue économique, un tout avec la Pologne.

« L'avenir de la Haute-Silésie, dit textuellement un de ces mémoires, dépend de la façon dont seront réglés ses rapports avec la Pologne. Aussi demandons-nous que ce pays, ou au moins sa partie qui confine à la Haute-Silésie, soit économiquement rattaché à l'Allemagne ».

Dans un autre mémoire de la même Chambre de Commerce daté de juillet 1917, nous lisons ce qui suit : « Vu la défavorable situation géographique de la région industrielle haute-silésienne, la Pologne représentera dans l'avenir pour le développement économique de la Haute-Silésie un facteur extrêmement important qui ne saurait même, nous pouvons l'affirmer, être remplacé par aucun autre. Si le marché polonais devait rester pendant longtemps interdit à l'industrie de la Haute-Silésie, cette industrie ne manquerait pas de périliter. »

Le 5 septembre 1916 (N° 1578), les industriels hauts-silésiens présentent encore au chancelier un mémoire où ils appellent son attention sur le fait que la Haute-Silésie est subordonnée à la Pologne pour son approvisionnement en matières alimentaires et que, d'autre part, sa production industrielle ne peut également se passer de certaines importations polonaises (mineraux de fer pour les aciéries et bois pour les mines de charbon), indispensables à son fonctionnement.

Déjà avant la guerre ce problème préoccupait vivement les producteurs hauts-silésiens. Ceci explique la joie avec laquelle fut accueillie dans ces milieux la nouvelle de l'occupation par les troupes allemandes de territoires polonais riches en minerais de fer, joie qui trouva son expression dans le mémoire adressé au chancelier du Reich. Elle nous est d'autant plus compréhensible que nous lisons plus loin, toujours dans le même mémoire : « L'industrie haute-silésienne ne pourra être sauvée qu'à la condition que ses aciéries bénéficieront, après la guerre également, du minerai venant de Pologne. »

Déjà pendant l'occupation allemande, les aciéries de la Haute-Silésie étaient approvisionnées principalement par le minerai polonais et, en partie, par le minerai suédois. Mais en ce qui concerne la Suède, l'électrification projetée pour ce pays mettra fatallement fin à son exportation de minerai de fer. C'est donc la Pologne qui désormais compterait seule comme fournisseur de cette matière première vu qu'elle a dans le voisinage immédiat du territoire haut-silésien de riches gisements de ce minerai, de qualité excellente, qui pourraient alimenter

l'industrie métallurgique de la Haute-Silésie dans des conditions de transport très économiques... à condition toutefois que les frontières qui la séparent de cette province disparaissent.

Il est aisé de comprendre qu'une industrie soumise à de lourds tarifs douaniers n'est point viable et qu'il n'y a pour elle d'autre salut, comme le proclament d'ailleurs les auteurs du mémoire déjà cité de « l'Union des forges et des mines de Haute-Silésie » (décembre 1917), que d'avoir des frontières politiques et économiques communes avec le pays fournisseur de ses matières premières les plus indispensables, c'est-à-dire avec la Pologne.

III

Exploitation économique de la Haute-Silésie et résultats de cette exploitation au point de vue de la civilisation et du progrès.

Dans un volumineux mémoire, élaboré à l'usage de la délégation allemande à la Conférence de la Paix et sorti des presses de l'Imprimerie d'Etat allemande, les Allemands soutiennent que la Haute-Silésie a atteint, grâce à eux, à un très haut degré de culture.

Cette assertion demande à être examinée de près, étant donné qu'au cours de la guerre mondiale, les Allemands ont constamment invoqué cette supériorité de leur culture. En Orient et en Occident, partout où pénétraient les troupes germaniques, elles annonçaient aux pays conquis qu'elles leur apportaient leur « *Kultur* ». Ce mot a depuis acquis partout une signification sinistre et spéciale.

La culture allemande n'est ni celle du cœur, ni même celle de l'intelligence. Elle consiste dans une adaptation savante des moyens mécaniques et des méthodes d'organisation au but qu'on se propose d'atteindre. Mais lorsqu'on demande si ce but est bon, juste ou noble, on ne reçoit qu'une réponse embarrassée.

Il en a été ainsi en Haute-Silésie. Si l'on attribue au mot « culture » la signification d'une production renforcée, d'un plus grand rendement des entreprises, si l'on restreint la culture à l'intensité de la production des richesses, en ce cas les Allemands ont donné à la Haute-Silésie cette culture spéciale, afin d'arracher à cette terre le maximum de richesses. Si cependant on demande à la culture d'élever le bien-être de la population elle-même, si on lui demande de se révéler surtout non pas dans une production intensifiée, mais dans la distribution plus juste des richesses, on est amené à constater que, loin d'avoir doté la Haute-Silésie d'une culture supérieure, les Allemands y ont, au contraire, créé une situation qui a abouti à des résultats lamentables.

C'est au double point de vue de la distribution des richesses naturelles et de celle des produits du travail que nous nous proposons d'examiner ici ces résultats.

AGRICULTURE

La répartition de la propriété rurale en Haute-Silésie nous met en présence d'une situation unique en Allemagne, sinon dans le monde entier.

Au moment où la Haute-Silésie est passée, il y a 150 ans, sous la domination

prussienne, elle constituait un pays plutôt de moyenne propriété foncière. Aujourd'hui, elle est devenue le pays typique de la grande propriété seigneuriale. D'immenses latifundia s'y étalement auprès de propriétés paysannes de quelques hectares à peine dont les possesseurs sont forcés de s'imposer toutes les privations pour pourvoir à leur subsistance.

Voici d'ailleurs comment se présente cette répartition dans les 15 districts agricoles de la Haute-Silésie polonaise (où les Polonais représentent plus de 60 pour 100 du total de la population) :

Dimensions des propriétés foncières.	Nombre des propriétaires.	Étendue totale en hectares ¹ .
De 100 à 500 hectares.	113	30 000
— 500 à 1000 — . . .	63	45 000
— 1000 à 3000 — . . .	50	78 600
— 3000 à 10 000 — . . .	22	112 500
— 10 000 à 50 000 — . . .	9	229 000
au-dessus de 50 000 — . . .	4	96 919

Ce qui mérite ici d'attirer particulièrement l'attention et d'être retenu, c'est que sept propriétaires allemands possèdent à eux seuls 286 697 hectares de terres, soit 27 pour 100, c'est-à-dire plus du quart de la superficie totale de la Haute-Silésie. Voici leurs noms ainsi que l'étendue des terres qui sont entre leurs mains :

1. Propriétés de l'État (forêts, domaines, mines et usines).	96 919	hectares
2. Prince d'Ujest	42 001	—
3. Prince de Pless	40 457	—
4. Prince de Ratibor	55 597	—
5. Prince Stolberg Wernigerode	26 517	—
6. Prince d'Iohenlohe Ingelfingen	25 486	—
7. Comte Henckel von Donnersmarck.	21 942	—

258 propriétaires allemands possédaient, en 1909, 589 904 hectares de terres, c'est-à-dire 55,62 pour 100 de toute la superficie des 15 districts agricoles polonais. Il y a, dans le partage des terres entre les deux nationalités, une injustice flagrante : *la majorité polonaise n'en possède qu'un tiers tandis que les deux autres tiers appartiennent à la minorité allemande.*

Un autre fait d'une gravité indéniable frappe dans la répartition des terres en Haute-Silésie. On y constate notamment une tendance très marquée à repousser la population polonaise, lentement mais sûrement, des terres fertiles vers des régions où elles sont d'une qualité inférieure. Ainsi, dans le district de Glubczyce où le revenu net de l'impôt sur la terre atteint 31,03 marks par hectare, c'est-à-dire où le sol est d'une fertilité extrême, il n'y a que 6 pour 100 de Polonais, tandis que dans le district de Lubliniec où le même impôt n'est que de 5,76 marks, on trouve 79,5 pour 100 de Polonais. On peut dire que les chiffres qui représentent le pourcentage de la population polonaise sont en proportion inverse de la qualité de la terre.

1. *Annuaire des propriétaires fonciers pour 1909.*

Il suffit de regarder ces chiffres pour se rendre compte de la manière dont la grande propriété allemande exterminait sciemment, et d'après un plan arrêté, la petite propriété polonaise.

Un pareil état de choses ne serait toléré dans aucun pays civilisé du monde. Il le fut pourtant en Haute-Silésie sous le gouvernement allemand, gouvernement qui se vantait d'admettre, le premier en Europe, des idées socialistes avancées.

C'est seulement en étudiant la répartition des terres en Haute-Silésie que l'on comprend jusqu'à quel point la question de Haute-Silésie est une question d'ordre social.

Elle se présente sous le même aspect dans le domaine industriel.

INDUSTRIE

Après avoir exproprié une grande partie de la population polonaise de son sol natal, le capital allemand l'a attelée au travail dans la grande industrie.

La répartition de la propriété industrielle et minière se présente, en Haute-Silésie, sous un jour encore plus défavorable que celle de la propriété rurale. Voici comment s'exprime à ce sujet la *Festschrift zum XII. allgemeinen deutschen Bergsmantage in Breslau, 1913* (Compte rendu du XII^e Congrès des mineurs allemands, à Breslau, 1913) publiée par les milieux industriels allemands : « La situation des possesseurs du sous-sol haut-silésien est d'autant plus favorable que ces richesses sont réparties entre un petit nombre de personnes. » Ceci est vrai surtout pour les mines de charbon qui se trouvent entre les mains de 22 industriels; en 1911, 92 pour 100 de la production totale étaient fournis par 14 de ces industriels. Les propriétés de l'État contribuent à ce total pour 17 pour 100 de la production. En ce qui concerne l'industrie métallurgique, l'ensemble de la production du fer brut, de la fonte et des matériaux de fusion ainsi que toutes les lamineries appartiennent à 8 propriétaires; toute l'industrie du zinc est exploitée par 7 sociétés, tandis que celle du plomb est entre les mains de 2 sociétés seulement.

Quelques détails encore pour compléter ce résumé : 25 mines de charbon, sur un total de 86, appartiennent à 13 grands barons de l'industrie (*Statistik des oberschlesischen Berg- und Hüttenvereins, 1919*). Le comte Ballestrem possède 5 mines de charbon, 11 mines de fer, 7 mines de zinc, 2 fabriques d'acide sulfurique, 6 briqueteries, 1 fabrique de cellulose et 1 scierie; le prince de Pless a 5 mines de charbon et un grand nombre d'autres entreprises industrielles; le prince Hohenlohe Oeringen 6 mines de charbon, 6 mines de zinc, 6 établissements métallurgiques, etc. Inutile presque d'ajouter que tous ces potentats possèdent en outre de grandes propriétés foncières.

Tous les propriétaires et actionnaires des entreprises minières et industrielles en Haute-Silésie sont de nationalité allemande. D'après les données tirées de *Deutsch- und Polentum in Oberschlesien* (« Nationalités allemande et polonaise en Haute-Silésie ») édité par le *Reichsverband Ostschutz*, les Allemands possèdent en Haute-Silésie un capital inventorié de 5 milliards de marks, tandis que celui des Polonais

ne se monte qu'à 259.000 marks. Les Allemands déduisent de ce fait que ce sont eux qui ont créé toute l'industrie de ce pays et que la Haute-Silésie leur appartient de droit.

Le raisonnement est piteux. Lorsqu'il s'agit des droits sur ce pays ou de sa culture, il faudrait, à côté des chiffres du capital allemand engagé, prendre également en considération la somme de travail dépensée par l'ouvrier et le mineur polonais pour arracher ses richesses au sous-sol haut-silésien. « Ce travail a été payé » diront les Allemands, mais on pourrait leur répondre que le grand capital allemand est également payé en gros dividendes, tandis que le seul dividende qui échoit à l'ouvrier polonais c'est la misère perpétuelle. Il est donc juste de faire entrer en ligne de compte, à côté du capital allemand, qui se vante d'avoir donné à la Haute-Silésie la culture, les conditions de travail créées par cette culture à la population ouvrière. On sera alors renseigné sur la manière dont s'édifie la fortune des capitalistes allemands.

CONDITIONS DE TRAVAIL DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Pour arriver, et bien rapidement, en un demi-siècle, aux résultats qui furent réalisés par le capital allemand, il fallait évidemment appliquer une méthode spéciale. En effet, on a appliqué en Haute-Silésie, à la classe ouvrière, tout un système savant de spoliation.

Parmi les mesures qu'il comportait, il convient de signaler en premier lieu le licenciement des ouvriers du fond, qualifiés, touchant des salaires plus élevés, pour les remplacer par des travailleurs non qualifiés mais moins payés. Ce moyen d'abaisser le coût de la production a été pratiqué sur une vaste échelle pendant la guerre dans les charbonnages hauts-silésiens. D'après les données fournies par la *Zeitschrift für Berg-Hütten und Salinenwesen im Preussischen Staate*, publiée par le Ministère du Commerce et de l'Industrie, années 1915 à 1919 (à l'exception de l'année 1915), l'ouvrier non qualifié, et partant moins cher, tend à remplacer dans toutes les régions minières l'ouvrier qualifié à salaire supérieur. Mais partout ailleurs ce phénomène est encore très peu prononcé et la proportion dans laquelle s'opère la substitution ne dépasse pas 2 à 3 pour 100, comme par exemple dans la Sarre. Il en est tout autrement en Haute-Silésie. *On y remplace systématiquement l'ouvrier qualifié par le manœuvre. Le nombre des mineurs professionnels est tombé, pendant les onze dernières années, de 52 à 22,5 pour 100, c'est-à-dire de plus de moitié. Ainsi, tandis qu'en 1909, ils formaient plus de la moitié du contingent des travailleurs des mines de Haute-Silésie, ils n'en représentent plus que le quart en 1919.* En revanche, les ouvriers du fond non qualifiés, qui figuraient dans le total pour 16,5 pour 100, passent à 56,3 pour 100. *Le nombre des ouvriers des autres catégories, y compris les femmes, monte également de 31,7 pour 100 en 1909 à 41,4 pour 100 en 1919. Le même phénomène se reproduit en ce qui concerne la durée du travail.*

La journée de travail en Haute-Silésie a toujours été plus longue que dans les bassins miniers de l'Allemagne de l'Ouest. La *Zeitschrift für Berg-Hütten und Salinenwesen im preussischen Staate*, années 1911, 1915 et 1918, nous apprend que tandis que la journée de travail varie à Dortmund de 6 à 8 heures, elle oscille en Haute-Silésie entre 8 et 12 heures. Ainsi, lorsque 8 heures de travail par jour sont un maximum dans les provinces de l'Ouest, elles constituent un minimum pour le mineur haut-silésien.

SALAIRES

Les salaires de l'ouvrier haut-silésien ont toujours été inférieurs à ceux des ouvriers allemands dans les autres provinces de l'Empire. Ils étaient tellement insuffisants que l'ouvrier et le journalier polonais étaient condamnés à végéter misérablement, vu surtout qu'ils avaient généralement à nourrir une nombreuse famille.

Cette situation ne s'est pas modifiée pendant la guerre. En 1918, pendant qu'en Haute-Silésie l'ouvrier était payé 7,8 marks, le salaire de l'ouvrier westphalien se montait à 10,54 marks, respectivement 10,5 marks (*Stat. Jahrbuch für das deutsche Reich*, page 102).

La confrontation des salaires des ouvriers des diverses provinces du Reich permet de constater qu'à l'exception de la Basse-Silésie qui, sur certains points, est plus mal partagée encore, la Haute-Silésie a toujours été lésée, en matière de salaires, pour toutes les catégories d'ouvriers, par rapport aux provinces allemandes de l'Ouest. Les différences sont très sensibles. Elles atteignent et même dépassent 2 marks par jour. Il en a été ainsi, par exemple, pour les mineurs de Haute-Silésie par rapport à ceux de Dortmund, en 1917 et 1918. Les salaires des ouvriers métallurgistes étaient également jusqu'à la fin de la guerre plus bas en Haute-Silésie que dans les autres districts industriels, bien que les Allemands reconnaissent eux-mêmes que l'ouvrier haut-silésien est un métallurgiste adroit.

Les femmes et les enfants sont toujours lésés dans leurs salaires, même en comparaison avec ceux payés en Basse-Silésie. Les femmes, en particulier, ces « parias » du travail, touchaient une paye ne représentant en moyenne que les trois quarts de celle accordée aux ouvrières de Basse-Silésie et de Dortmund. Ce rapport reste toujours le même, bien que la paye moyenne ait augmenté partout pendant la guerre.

Notons encore ici que les retenues sur les salaires (pour les outils, les matériaux explosifs, l'éclairage, les assurances), qui sont très variables suivant les régions, seraient presque les plus élevées en Haute-Silésie et qu'elles sont en tout cas beaucoup plus fortes que les retenues moyennes pratiquées dans les autres exploitations minières.

Ajoutons enfin que les journaliers touchaient en 1914, en Haute-Silésie, dans des localités de plus de 10.000 habitants, des payes absolument dérisoires. On leur donnait les salaires les plus bas qui aient été payés à cette époque dans tout l'Empire allemand (*Stat. Jahrbuch für das deutsche Reich*, 1914, page 90).

C'est ainsi que les Allemands se sont appliqués, depuis le milieu du xix^e siècle,

à créer en Haute-Silésie un prolétariat polonais qui ne pouvait s'affranchir de sa terrible situation qu'en quittant le pays.

TRAVAIL DES FEMMES

Malgré que l'Allemagne se vante d'être le pays où la législation sociale réalise constamment de nouveaux progrès et où l'ouvrier est mieux protégé et garanti que partout ailleurs, l'*emploi des femmes* dans les mines prouve cependant le contraire.

Tandis qu'entre 1912-1914, les ouvriers des mines de charbon de Haute-Silésie ne constituaient que 20,5 pour 100 des mineurs de toute la Prusse, les *femmes travaillant dans les mines de cette province représentaient, à ce moment, 94,17 pour 100 de la totalité des ouvrières employées dans les charbonnages de toute la Prusse*. Ainsi, en réalité, la main-d'œuvre féminine était utilisée avant la guerre uniquement dans les mines de Haute-Silésie. Depuis, on y a également recours ailleurs, néanmoins, la proportion des femmes reste en Haute-Silésie deux fois plus forte que dans les charbonnages des provinces de l'Ouest. L'exploitation de l'ouvrière polonaise en Haute-Silésie apparaît encore plus flagrante lorsqu'on met en parallèle ces chiffres et ceux du tableau des salaires, qui, comme nous l'avons indiqué plus haut, sont inférieurs en Haute-Silésie à ceux de toute les régions industrielles et minières de l'Ouest.

TRAVAIL DES ADOLESCENTS

L'adolescent n'est pas plus protégé en Haute-Silésie que la femme par les bienfaits des lois ouvrières. Des enfants de 14-16 ans y sont employés dans les mines pour le travail du fond. Nous en trouvons l'aveu aussi bien dans les statistiques officielles que dans des publications telles que le *Manuel du district industriel haut-silésien (Handbuch des oberschlesischen Industriebezirkes)* publié par l'Union haute-silésienne des mines et des forges (*Oberschlesischer Berg-und Hüttenverein*). Voici d'ailleurs le passage relatif du *Handbuch*, dans toute sa franchise cynique : « Le nombre des adolescents travaillant en Haute-Silésie est à peu près égal à celui des jeunes gens employés en Westphalie et dans le bassin de la Sarre, et représente, en chiffres ronds, 4 pour 100 de la totalité des travailleurs. La différence entre les deux catégories réside uniquement dans le fait qu'en Haute-Silésie les adolescents sont, en grande partie, *astreints à travailler sous terre*, ce qui ne s'est pas encore produit ailleurs à ce jour. » Ce document date de 1915. Il n'était évidemment pas aisé de dissimuler un fait enregistré par la statistique officielle, le fait qu'à l'exclusion de toutes les autres provinces de la Prusse, des adolescents de moins de 16 ans étaient employés en Haute-Silésie pour le travail du fond. Nous ne saurions souligner cet abus avec trop d'insistance. Quelque détour qu'ils prennent, les Allemands ne pourront pas atténuer l'horreur et la gravité d'un tel méfait. C'est seulement à partir de 1914 qu'on commence à faire descendre des adolescents dans les mines

dans d'autres provinces de l'Empire. Toutefois, en Haute-Silésie, ce fait continue à se produire beaucoup plus fréquemment que dans aucun autre centre minier et industriel.

Déjà avant la guerre, on employait également dans les mines de charbon de la Haute-Silésie des jeunes filles au-dessous de 16 ans. Jusqu'en 1914, c'était la seule province de l'Empire où des femmes de cet âge travaillaient dans les mines. Ce n'est que pendant la guerre qu'on a commencé à utiliser les jeunes filles comme main-d'œuvre dans les autres bassins miniers.

CHERTÉ DE VIE

La situation de la classe ouvrière rendue déjà difficile par l'insuffisance des salaires, se présente sous un jour encore plus défavorable lorsqu'on prend en considération le coût de la vie, qui a toujours été plus élevé en Haute-Silésie que même dans les régions industrielles de l'Allemagne, à population très dense.

De 1887-1910, les prix des produits alimentaires ont augmenté en Haute-Silésie presque deux fois plus que dans la Ruhr. Pour les pommes de terre, l'augmentation dans la Ruhr était de 5 pour 100 contre 15 pour 100 en Haute-Silésie. Les plus bas salaires et la vie plus chère que partout ailleurs, voilà comment s'exprimaient pour les Hauts-Silésiens les bienfaits de la culture allemande.

RÉPARTITION DES EMPLOIS

Il est évident que ce système d'exploitation brutale que nous sommes à même d'observer en Haute-Silésie pendant que les conditions d'existence de la classe ouvrière sont beaucoup plus avantageuses dans les autres provinces de l'Allemagne, tient à des raisons profondes. Ces raisons se résument dans ce seul fait: la population exploitée en Haute-Silésie est en même temps la population polonaise de cette province. Les exploitateurs étant Allemands, les exploités étant Polonais, c'est la nationalité de ces derniers qu'on visait. Le problème se posait avant tout sous cet aspect et l'argument national primait toutes les autres considérations.

Dans les entreprises industrielles de Haute-Silésie, les Polonais ne sont admis qu'aux emplois subalternes, et cela encore dans des proportions très limitées qui ne répondent ni au chiffre de la population polonaise ni à celui des ouvriers polonais. *Ils représentent notamment 35 pour 100 des employés de l'industrie minière et 55 pour 100 de ceux de l'industrie métallurgique. Ils ne sont pas admis du tout aux emplois supérieurs.* (A peine pour 1 pour 100 et cela même est douteux). *L'absence de toute école technique supérieure en Haute-Silésie prouve bien avec quelle pré-méditation les hautes sphères allemandes poursuivent leur but.* La Haute-Silésie ne possède pas une seule école de métallurgie et n'a qu'une école secondaire des mines.

Toutes les administrations d'Etat adoptent exactement la même attitude à l'égard de l'élément polonais. Veut-on savoir dans quelles proportions les Polonais

sont admis dans les différents services de chemins de fer ainsi que dans ceux des postes et télégraphes. Ici encore l'éloquence des chiffres est des plus instructives. Les voici pour l'année 1920 :

POSTES	Allemands.	Polonais.
Employés supérieurs.	54	0
Employés occupant des postes moyens	1520	25
Employés subalternes.	1094	1612
 CHEMINS DE FER		
Employés supérieurs.	170	0
Employés occupant des postes moyens.	2250	350
Employés subalternes.	5900	3500
Ouvriers et hommes de peine	15 500	15 000

ÉCOLES

Lorsqu'on met aux Allemands sous les yeux les statistiques que nous venons de produire, ils se contentent de répandre en haussant les épaules : « Ces chiffres prouvent seulement qu'il n'y avait pas parmi les Hauts-Silésiens polonais d'hommes assez instruits, ni assez intelligents pour qu'on eût pu leur confier des postes supérieurs. »

Et certes, le nombre de ceux d'entre eux qui ont l'instruction nécessaire pour pouvoir prétendre à certains emplois, le nombre de ceux qui ont pu faire des études universitaires est très restreint. Mais le fait qu'il ne dépasse peut-être pas une centaine de personnes pour une population polonaise de 1.250.000 hommes, très douée et très laborieuse, porte déjà en lui la plus sévère condamnation du régime allemand. Il démontre mieux que toutes les statistiques avec quelle ténacité et quelle persévérance les Allemands se sont toujours acharnés à dépourviller cette population au point de vue matériel, à la plonger et à la maintenir dans la misère et dans l'ignorance de ses droits, à l'empêcher de se hausser à un niveau intellectuel plus élevé. S'il n'y avait aucune autre charge à formuler contre le système honteux en vigueur en Haute-Silésie sous la domination allemande, ce seul fait prouverait suffisamment qu'un régime basé sur de pareilles iniquités devrait être écarté à jamais au nom des droits de l'homme.

Les représentants de ce système essayent de le défendre contre l'évidence à l'aide d'assertions à la fois naïves et cyniquement mensongères. Dans le Mémoire élaboré par les Allemands pour la Conférence de la Paix, cité plus haut, nous lisons, à propos de l'école en Haute-Silésie, des déclarations qui méritent d'être méditées et retenues : « Toutes les écoles normales et professionnelles en Haute-Silésie sont allemandes. Le besoin d'écoles polonaises ne se fait aucunement sentir. L'opposition qui est faite à ce sujet doit être attribuée aux excitations des agitateurs. Il n'y a même pas d'instituteurs polonais. »

Or, chacun sait que s'il n'y avait pas en Haute-Silésie d'écoles polonaises,

c'est que les autorités allemandes persécutaient et punissaient sévèrement tout enseignement en langue polonaise, même l'enseignement privé. Nombre de Polonois payèrent le crime d'avoir transgressé cette interdiction par la prison, la perte de leur situation, des amendes souvent fort élevées. Les ministres prussiens soutenaient du haut de la tribune parlementaire que la langue parlée par la population polonaise de Haute-Silésie n'était qu'une sorte d'idiome local qui n'avait qu'un rapport assez éloigné avec la langue polonaise.

Le Gouvernement allemand ne se contenta pas d'interdire, sous peine de sanctions sévères, l'enseignement de la langue polonaise. Il opposa le même veto à l'introduction en Haute-Silésie des livres polonais ; ils n'y pouvaient point pénétrer. Les instituteurs suspectés de bienveillance à l'égard des Polonois étaient aussitôt déplacés et envoyés dans les provinces rhénaues.

Et après avoir appliqué méthodiquement ce système pendant de longues années, les Allemands viennent affirmer aujourd'hui que « le besoin de l'école polonaise ne se fait aucunement sentir en Haute-Silésie et qu'il n'y a même pas d'instituteurs polonais ».

CONCLUSIONS

Quelles conclusions peut-on tirer de l'ensemble des faits que nous venons d'exposer ici ?

Les chiffres produits par les Allemands pour prouver le bien-fondé de leurs prétentions ne sont, en réalité, qu'autant de témoignages de l'injustice dont est victime en Haute-Silésie la population ouvrière.

Si dans un pays où l'élément polonais forme la grande majorité de la population et où la classe ouvrière est presque entièrement polonaise, si dans ce pays règne en maître le capital allemand, on n'a pas besoin d'être socialiste pour conclure qu'il s'agit là d'un cas typique d'expropriation et d'exploitation de cette population par ce capital.

Si une population de douze cent mille hommes, dans un pays qui possède de grandes richesses naturelles, n'est pas parvenue à constituer un milieu intellectuel, mais reste, à ce point de vue, à un niveau inférieur par suite de pénibles conditions matérielles, c'est qu'on s'est appliqué sciemment à la maintenir dans la misère et l'ignorance pour la mieux exploiter.

Ces deux faits constituent un vrai crime de lèse-humanité. En laissant de côté toutes les considérations d'ordre politique, c'est au nom de l'humanité, au nom des droits de l'homme qu'il faut retirer à la Prusse sa proie séculaire : la Haute-Silésie.

Les conséquences du plébiscite en Haute-Silésie.

CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES

Le traité de paix a posé ce grave problème : la Haute-Silésie doit-elle appartenir à la Pologne ou à l'Allemagne ?

On ne saurait répondre à une question d'une importance aussi capitale sans avoir mûrement pesé toutes les conséquences de chacune des deux solutions envisagées.

Les Allemands ne cessent aujourd'hui de répéter que la possession de la Haute-Silésie constitue pour l'Allemagne la condition essentielle de son existence. En nous réservant un examen objectif du problème présenté ainsi, nous croyons cependant qu'au cas même où cette affirmation répondrait à la réalité (et elle n'y répond point), elle ne pourrait guère peser dans la balance. Le fait qu'on a besoin d'une chose, n'a encore jamais prouvé qu'on a des droits sur elle, et si un pareil argument pouvait avoir une valeur décisive, il y a longtemps que la Haute-Silésie serait rattachée à la Pologne qui est à même de produire des faits infinitiment plus convaincants que l'Allemagne pour appuyer ses prétentions et prouver combien étroitement le bon fonctionnement de son organisme économique est relié à l'union de la Haute-Silésie avec les autres provinces polonaises. Mais ce n'est pas dans cette voie que doit s'engager la discussion sur les conséquences économiques de telle ou telle solution du problème. Pour nous, il s'agit ici, avant tout, des intérêts de la Haute-Silésie elle-même. Elle a son existence individuelle et devrait décider elle-même laquelle des deux solutions sauvegarde mieux ses intérêts et lui assure un développement prospère. C'est aussi l'idée du Traité de paix lui-même.

Nous avons pu constater que toute l'organisation économique de la Haute-Silésie l'oriente plutôt vers l'Est, c'est-à-dire du côté de la Pologne que vers l'Ouest, c'est-à-dire du côté de l'Allemagne.

On ne peut guère s'étonner, étant donné ces conditions, que les industriels allemands aient réclamé la réunion de la Pologne et de la Haute-Silésie. Ils ont étayé leurs arguments de preuves convaincantes se basant sur le fait que la Haute-Silésie ne peut se passer de la Pologne pour son approvisionnement en : 1) produits alimentaires (surtout le blé et la viande) ; 2) minerai de fer pour l'industrie du fer et de l'acier ; 3) bois de mines. D'autre part, et ils le soulignent, elle ne saurait subsister étant privée du marché d'exportation polonais.

La Constitution votée le 15 juillet 1920 par la Diète polonaise sous le nom de « Statut organique » reconnaît à la Haute-Silésie une large autonomie et renferme des lois sur les impôts et la prévoyance sociale qui permettront à la

Diète silésienne d'améliorer sans délai le sort de la population ouvrière de cette province. Le « Statut organique » permet également à la Diète de même qu'aux autorités constituant le gouvernement autonome de cette province de faciliter aux petits cultivateurs l'achat de la terre. En même temps, la loi agraire en vigueur sur toute l'étendue de la Pologne assurera le partage de l'excédent des terres détenues par les grands propriétaires fonciers entre ceux qui en manquent.

Ainsi, la réunion de la Haute-Silésie à la Pologne sera pour cette province, grâce à une large autonomie économique, un bienfait social; elle sera le commencement d'une plus équitable répartition des richesses. Enfin, considérée au point de vue du progrès et de la civilisation, elle ne peut apparaître que souhaitable.

Voilà sous quel jour se présentera le problème qui nous occupe si nous envisageons les intérêts de la Haute-Silésie elle-même, ce qui est, à notre avis, essentiel.

Nous avons déjà dit qu'il importe peu si l'Allemagne ou la Pologne peuvent ou non se passer de la Haute-Silésie. Ce ne sont les intérêts d'aucun de ces deux pays, mais ceux du territoire plébiscitaire qui doivent trouver leur expression dans la volonté de sa population. En conséquence, nous ne nous occuperons pas de la question, eût-elle pour nous une importance encore plus capitale, si la Pologne peut ou non exister sans la Haute-Silésie. Toutefois, nous ne pouvons pas passer sous silence les assertions allemandes selon lesquelles les liens qui rattachent cette province à l'Allemagne sont tellement étroits que leur rupture entraînerait l'effondrement de celle-ci.

Dans le Mémoire sur la capacité économique de l'Allemagne présenté à la Conférence de la Paix, un groupe d'experts allemands soutient que « rien ne pourrait arrêter la débâcle de toute la productivité allemande, si la Haute-Silésie cessait de faire partie intégrante de l'ensemble du domaine économique du Reich ». Et encore : « Le maintien de la Haute-Silésie dans les limites de l'Allemagne est la condition *sine qua non* de toute possibilité de réparation. » Puis enfin : « Si, contre toute attente, l'issue du plébiscite était défavorable à l'Allemagne, et que celle-ci se vit forcée de renoncer à ce territoire, l'unité de l'effort économique de la nation s'en trouverait irrémédiablement compromise ».

Tout cela n'est que du bluff. Il nous suffira de rappeler la place que tient dans la production générale de l'Allemagne chacun des produits de la Haute-Silésie pour en donner des preuves convaincantes.

En 1915, la Haute-Silésie participe pour 45.500.000 tonnes de charbon, soit pour 25 pour 100, à la production totale de l'Allemagne qui se monte pour cette année à 190.000.000 de tonnes. Aujourd'hui que l'Allemagne est privée de l'exploitation du bassin de la Sarre, la contribution de la Haute-Silésie se trouve nécessairement grossie. Sur la base des chiffres de 1915, elle représente plus du quart de cette production.

Le fait serait évidemment grave si la même quote-part exprimait la contribution de la Haute-Silésie à la consommation de l'Empire. Mais il n'en est point ainsi.

Il est vrai que M. J. M. Keynes prétend dans son livre sur les « Conséquences

économiques de la Paix » qu'en 1915 la Pologne n'avait consommé que 10.500.000 tonnes de charbon, dont 6.800.000 auraient été fournies par les bassins houillers incontestablement polonais, tandis que la Haute-Silésie ne lui aurait livré que 1.500.000 tonnes. Mais M. Keynes a puisé ces chiffres dans le Mémoire allemand rédigé pour la Conférence de la Paix et les a utilisés sans les soumettre à aucun examen critique.

Or, la Pologne n'est constituée, pour les auteurs de ce Mémoire, que par les territoires polonais qui se trouvaient sous la domination russe : ce sont ces seuls territoires qu'ils désignent sous ce nom. Quant aux riches provinces polonaises de Posnanie et de Prusse Occidentale, c'est pour eux l'*Allemagne*, tout comme la Galicie, c'est toujours pour eux l'*Autriche*. Grâce à ce subterfuge, M. Keynes fut induit en erreur et tira de ces données inexactes des conclusions nécessairement erronées sur la consommation du charbon haut-silésien en Allemagne.

En réalité, avant la guerre, l'importation de charbon de Haute-Silésie destiné à tous les territoires compris actuellement par l'État polonais était cinq fois plus élevée que ne le soutient M. Keynes. Par contre, et le fait est particulièrement important, la consommation de ce charbon en Allemagne était en proportion plus faible qu'il ne l'indique.

En 1915, la Pologne consommait 19.445.000 tonnes de charbon sur lequel total 7.853.500 tonnes lui furent fournies par la Haute-Silésie. La consommation de l'Allemagne pour cette même année était de 140.089.000 tonnes dont 12.465.955, soit 8,9 pour 100, provenaient de la Haute-Silésie. (G. Kramsztyk : *La Pologne, l'Allemagne et l'industrie de Haute-Silésie*).

8,9 pour 100 de la consommation totale de l'Allemagne étaient fournis par la Haute-Silésie. Voilà les faits réduits à leurs proportions réelles.

L'approvisionnement de l'Allemagne dans ses frontières actuelles en houille et en lignite se présente comme suit :

<i>Consommation en 1915.</i>	<i>Avec la Haute-Silésie.</i>	<i>Sans la Haute-Silésie.</i>
Lignite.	Charbon de terre.	Lignite.
91.671.000	155.000.000 tonnes.	91.671.000
50 pour 100 ¹	27.500.000 —	27.500.000 —
<i>Production en 1920.</i>	<i>Charbon de terre.</i>	<i>Charbon de terre.</i>
100.056.000	160.500.000 —	140.100.000 —
	126.000.000 —	100.000.000 —
	50.108.000 —	50.108.000 —
	156.108.000 —	150.108.000 —
Appoint réel de la Haute-Silésie en calculant d'après les 6 premiers mois de 1920		
		9.600.000 —
		159.700.000 —
Livraisons aux alliés en calculant d'après les 6 premiers mois de 1920.	8.400.000 —	8.400.000 —
Reste à la disposition de l'Allemagne .	147.700.000 —	131.300.000 —
Par rapport à la consommation de 1915.	91,2 pour 100	89,9 pour 100

1. Valeur calorique.

A la lumière de ces chiffres, bien des choses qui se passent en Allemagne et qui demeurerait incompréhensibles si on adoptait les conclusions de M. Keynes, nous apparaissent sous leur vrai jour.

L'industrie allemande fournit un effort équivalent aux 75 pour 100 de sa production d'avant-guerre et reçoit 80 pour 100 de ses besoins en charbon, beaucoup plus que la France (50 pour 100), l'Italie, la Pologne (50 pour 100), sans parler de l'Autriche.

Dans la première moitié de 1920, l'Allemagne était l'un des pays de l'Europe les mieux approvisionnés en combustible, vu que les Commissions pour le charbon ne cherchaient à obtenir, pour faire face aux besoins de l'Europe, qu'un coefficient de satisfaction de 70 pour 100 et que ce coefficient n'a pu être réalisé que dans peu de pays.

Il est donc compréhensible que l'Allemagne a été en mesure de subvenir pour 99 pour 100 aux besoins de ses chemins de fer, pour 80 pour 100 à ceux de son industrie et pour 51 pour 100 à ceux du chauffage domestique. En Pologne, les chemins de fer ne recevaient que 75 pour 100 du charbon nécessaire à leurs besoins; l'industrie en obtenait 25 pour 100, le chauffage domestique 12 pour 100.

Ajoutons que pour parer aux difficultés qui pourraient surgir pendant la période de transition, l'article 90 du Traité de Versailles contient des stipulations qui garantissent les intérêts de l'Allemagne. Aux termes de cet article, la Pologne s'engage à autoriser, pendant un délai de quinze ans, l'exportation en Allemagne des produits des mines de toute la partie de la Haute-Silésie transférée à la Pologne, lesquels produits seraient exonérés de tout droit d'exportation et de toutes autres charges et restrictions.

Les frontières de la Haute-Silésie étant modifiées à la suite du plébiscite, le commerce de charbon avec l'Allemagne ne rencontrerait donc pas, en principe, plus de difficultés que si le *status quo* était maintenu.

Les quinze années de l'article 90 du Traité de Paix représentent, d'autre part, une période plus que suffisante pour l'intensification de la production de la Ruhr, susceptible, de l'avis des spécialistes, d'un accroissement dont les chiffres dépasseraient sensiblement les douze millions et demi de tonnes fournies actuellement à l'Allemagne par la Haute-Silésie.

Il résulte de ce qui précède que la possession des mines de la Haute-Silésie n'est nullement indispensable à l'Allemagne pour équilibrer son bilan de charbon, car, même après avoir perdu les charbonnages de l'Alsace-Lorraine et du bassin de la Sarre, les Allemands, privés de la Haute-Silésie, seront non seulement en mesure de couvrir leurs besoins intérieurs, mais pourront encore disposer de quantités de charbon assez considérables pour l'exportation. Leurs affirmations, d'après lesquelles l'Allemagne ne serait pas en état de tenir ses engagements envers les Puissances alliées au cas où elle perdrat la Haute-Silésie, ne peuvent être étayées par aucun argument sérieux. Sans contredit, le charbon haut-silésien a pour l'Allemagne une grande importance, en tant que source de richesse, mais il ne saurait être considéré, dans aucun cas, comme la condition de son existence économique.

En ce qui concerne le zinc, les exportations de celui-ci se sont chiffrées en 1915

par 105.000 tonnes de zinc brut et 25.000 tonnes de zinc laminé, au total 130.000 tonnes. C'est dire que l'Allemagne disposait pour ce produit d'un excédent considérable de production sur la consommation. Si elle perdait la Haute-Silésie, sa consommation intérieure trouverait encore à s'approvisionner dans le pays, à 40.000 tonnes près.

Pour ce qui est de l'industrie du fer du territoire haut-silésien, nous avons vu qu'il n'y a guère de place pour elle dans l'organisme économique de l'Allemagne. L'histoire du développement économique de la Haute-Silésie démontre plutôt que cette industrie passe par des fortunes diverses en rapport avec les événements qui influencent les marchés ci-devant russe et autrichien devenus aujourd'hui polonais.

Pour terminer, voici les chiffres indiquant la contribution de la Haute-Silésie à la production des plus importantes industries allemandes :

Par rapport à la production totale de l'Allemagne, la Haute-Silésie fournissait :

Coke	6 pour 100
Plomb	26 —
Fer	5 —
Engrais chimiques de Thomas (Thomasinol)	5 —
Ammoniaque	8,7 —
Produits de distillation du goudron	15 —
Benzol	48 —
Zinc brut	61 —

On voit que, sauf pour le zinc et le plomb, et surtout pour ce qui concerne les industries de guerre, la Haute-Silésie n'est nullement indispensable à l'existence de l'Allemagne.

Les chiffres que nous venons de produire nous amènent à nous poser presque involontairement la question : pourquoi l'Allemagne, qui ne cesse de souligner l'importance capitale de la Haute-Silésie pour le Reich, emploie-t-elle, pour défendre sa thèse, des arguments économiques qui ne répondent pas à la réalité ? Elle est évidemment guidée par des motifs cachés qu'elle ne veut pas étaler au grand jour.

La Haute-Silésie constituait pour elle une source de revenus fort appréciables, et elle n'avouerait pas volontiers que la possession de cette province signifiait dans son budget des profits et des avantages réalisés grâce à un système d'exploitation honteuse. La politique allemande a toujours consisté à tirer de ce malheureux pays les plus grands bénéfices possibles en échange de compensations minimes.

A la Conférence de la Paix, les Allemands ne cessaient de se répandre en doléances, ressassant toujours l'argument qu'ils seraient ruinés en perdant la Haute-Silésie. Leur Mémoire cité plus haut contient à cet égard des aveux qui méritent d'être retenus. Nous y lisons, entre autre, que les chemins de fer de la Direction de

Katowice transportaient plus de 16.000.000 de tonnes par an, ce qui représenterait pour l'Allemagne, au cas où la Haute-Silésie serait réunie à la Pologne, une perte de :

214.000.000 marks	pour le transport des marchandises.
56.000.000 marks	pour le transport des passagers.
Au total.	250.000.000 marks

de perte, uniquement sur les revenus des chemins de fer.

Les postes et télégraphes figurent dans les ressources procurées à l'Allemagne par le territoire plébiscitaire pour des chiffres non moins considérables. Mais tout en tirant de ce territoire de gros bénéfices, le gouvernement allemand ne l'en fait profiter à aucun degré. Ainsi des lignes très importantes, comme celles de Bytom-Gliwice ou de Bytom-Opole, ne possèdent qu'une voie unique, tandis que dans la province de Brandebourg, en Poméranie, en Basse-Silésie etc., des lignes d'intérêt secondaire sont à voie double.

Pour prouver qu'ils ne peuvent exister sans la Haute-Silésie, les Allemands ont également dressé l'état des pertes qui résulteraient pour le fisc du détachement de cette province de l'Empire. D'après leurs évaluations, elle lui aurait rapporté, en 1912, pour les seuls impôts directs, la somme de 872.000.000 de marks.

La Haute-Silésie payait le fait d'appartenir à l'Empire par l'accroissement constant du prix des vivres au profit des grands propriétaires allemands et par une exploitation du travailleur, unique en Europe. L'Etat allemand tirait de cette province des ressources immenses et, en récompense, y instaurait un régime de persécution, d'oppression politique et d'expropriation économique. Il y créait artificiellement un nombreux prolétariat polonais exploité, avec son assentiment, plus encore avec sa complicité, par une poignée de grands propriétaires fonciers allemands et de potentiels de l'industrie germanique.

CONSÉQUENCES POLITIQUES

Toute la dialectique que l'Allemagne met en œuvre pour prouver ses droits à la Haute-Silésie se réduit en définitive à deux arguments.

Le premier, d'un caractère subjectif, est forgé à l'usage des Alliés. Il consiste dans l'affirmation que sans la Haute-Silésie l'Allemagne ne sera pas en mesure de leur payer les indemnités de guerre. En leur mettant en mains ce marché, les Allemands ne s'aperçoivent même pas qu'ils font jouer à la Haute-Silésie le rôle d'un gage lorsqu'ils disent cyniquement aux Alliés : « Laissez-nous exploiter la Haute-Silésie et nous vous paierons vos dettes ».

Le second argument, soi-disant objectif, consiste dans l'allégation, tant de fois resservie : « Si on ne nous attribue pas la Haute-Silésie, notre bilan commercial s'en ressentira fatalement et nos affaires péricliteront ».

Ce qui frappe surtout dans ce raisonnement, c'est l'absence complète de sens moral et de tout respect de la propriété d'autrui.

Tout, même leur statistique officielle, leur dit que la Haute-Silésie ne leur appartient point, que l'Allemand n'y constitue pas l'élément autochtone, qu'il y est en minorité et que la justice exige que ce pays soit restitué à son propriétaire légitime. Eux, cependant, s'obstinent à répéter que privés des ressources qu'il leur procure, ils ne pourront pas réaliser d'aussi importants bénéfices que par le passé, ni mener à bonne fin d'aussi fructueuses entreprises.

Jamais l'immoralité flagrante qui est le trait caractéristique de la politique prussienne ne s'est affirmée plus nettement que dans la manière dont l'Allemagne envisage cette question de Haute-Silésie.

Dans les nombreux mémoires concernant cette province qu'elle a présentés aux Alliés, figure, entre autres, l'argument qu'une fois attribuée à la Pologne, la Haute-Silésie deviendra la cause de perpétuels conflits entre ce pays et l'Allemagne, vu que les habitants allemands du territoire haut-silésien ne reconnaîtront jamais son annexion à l'État polonais. L'absurdité de cette argumentation saute aux yeux. Si on admettait que les habitants allemands de la Haute-Silésie, bien qu'étant en minorité, refuseront de reconnaître le rattachement de cette province à la Pologne, de quel droit oserait-on présumer que la majorité polonaise accepterait le retour dans la geôle prussienne. Cette population qui a subi le joug étranger pendant cent cinquante ans ne s'est jamais résignée à son esclavage. Moins que jamais, elle le supporterait aujourd'hui sans protestation. Mais les Allemands croient évidemment qu'ils disposent de moyens efficaces pour la réduire définitivement au silence.

Si la Haute-Silésie devait être livrée à l'Allemagne, la population polonaise y serait exposée à une brutale répression. Ce danger ne menace pas du tout, par contre, les Allemands hauts-silésiens dans la Haute-Silésie réunie à l'État polonais. Grâce à l'autonomie conférée à cette province par la Pologne, sa population polonaise sera en mesure de régler sa politique à l'égard des Allemands conformément aux intérêts bien compris du pays qui écartent toute idée de persécution.

Or l'Allemagne vise, à cet égard, un but tout à fait opposé. Elle ne tient pas à gagner la population polonaise au Reich, mais, au contraire, à l'exterminer, à la déloger du pays. Parmi les autres graves conséquences de sa défaite, l'Allemagne est placée aujourd'hui devant l'éventualité de faire émigrer une certaine partie de la population du Reich. Le gouvernement allemand ne se dissimule pas cette nécessité et il a déjà créé un office spécial d'émigration. Il évalue lui-même à 8 ou 10 millions le nombre de ceux qui quitteront le pays pour chercher à s'assurer leur subsistance à l'étranger.

Que signifie pour la Haute-Silésie, dans ces conditions, sa réunion au Reich, sinon un afflux inévitable d'émigrés germaniques? Les nouveaux arrivants seraient favorisés dans toutes les usines, étant donné que celles-ci sont dirigées par des Allemands. Il est évident qu'au lieu d'émigrer au loin, tout Allemand préférerait s'établir en Haute-Silésie qui deviendrait une véritable colonie allemande. Quant à la population polonaise, on la forcerait à céder la place. Les Allemands ne reculeront certainement devant aucun moyen pour se débarrasser d'elle, tout en gardant la Haute-Silésie, son patrimoine séculaire. Ce serait un des résultats de l'attribution de cette province à l'Allemagne.

Mais elle en entraînerait d'autres, plus graves encore. Il est certain, ainsi que nous l'avons déjà démontré, que la production de la Haute-Silésie ne présente nullement pour l'Allemagne une condition vitale de son existence. Mais elle n'en constitue pas moins pour l'organisme économique du Reich le foyer d'une production dont les résultats mettaient tout l'Est européen sous la dépendance de l'Allemagne. La Haute-Silésie, entre les mains de l'Allemagne, c'était le plus puissant bastion économique poussé vers l'Est et le dominant. Si l'influence économique de l'Allemagne se fait sentir en Pologne à un degré si prononcé, elle est due avant tout à l'exportation haute-silésienne. La situation géographique de cette province, formant une enclave dans le corps de la Pologne, explique suffisamment son rôle.

Dans ces conditions, la possession de la Haute-Silésie a pour l'Allemagne une importance capitale. Elle décidera si l'Allemagne conservera ou non, dans les siècles à venir, la suprématie économique dans l'Est, cette suprématie qui lui permettait de considérer la Pologne comme un « Hinterland » à exploiter. Privée de la Haute-Silésie, l'Allemagne se sentira retardée de plusieurs siècles dans cette poussée vers l'Est (Drang nach Osten) qui lui apparaît comme sa mission historique. Mais qu'elle garde cette province, et elle s'assurera de nouveaux terrains d'expansion en faisant de la Pologne sa tributaire au point de vue économique. Il importerait peu que la Pologne fût politiquement indépendante ou non si elle devait être subjuguée économiquement par l'Allemagne.

Nous concéderons volontiers que dans la situation où elle se trouve actuellement, toutes les considérations que nous venons d'énumérer — le bilan de son exportation, le paiement de l'indemnité de guerre, la solution de la question de l'émigration, l'exploitation économique de l'Est — constituent pour l'Allemagne autant des problèmes d'une importance capitale. Néanmoins, elle ne tient pas à trop insister sur leur importance et évite même de les soulever, de crainte de compromettre ses chances d'échapper aux conséquences de la guerre en attirant l'attention sur les moyens par lesquels elle entend y réussir.

Parmi les motifs les plus graves qui lui font envisager la possession de la Haute-Silésie comme une nécessité impérieuse, il en est encore un sur lequel elle préfère garder le silence tout en ne le perdant jamais de vue : la Haute-Silésie peut seule lui assurer aujourd'hui la possibilité de préparer la revanche. Privée de cette province, elle perd par là même cette possibilité de tenter encore une fois la chance, les armes à la main. C'étaient le benzol, l'acide sulfurique et les produits de la distillation du goudron fournis par la Haute-Silésie qui subvenaient pendant la guerre aux besoins de l'armée et alimentaient les sous-marins en essence. C'était son excédent de charbon qui permettait à l'Allemagne d'en consommer pour les industries de guerre des quantités beaucoup plus fortes que pour toutes les industries de paix.

En perdant la Haute-Silésie, l'Allemagne ne perd qu'un excédent de sa capacité d'expansion économique. Tout en conservant la possibilité d'un développement prospère de son commerce, elle dépendra pour celui-ci, à certains égards, de l'étranger, notamment pour les industries de guerre.

Ce n'est pas sans des raisons profondes que la presse pangermaniste voit dans

la Haute-Silésie la « dernière arme de revanche de l'Allemagne ». En effet, l'Allemagne privée de la Haute-Silésie deviendra, bon gré mal gré, pacifique. Au contraire, rentrée en sa possession, elle constituera une éternelle menace de guerre.

Une menace de guerre ou une garantie de paix : il faut choisir.

Le passé de la Silésie.

La Silésie tire son nom d'un petit cours d'eau, la Sleza (Lohe), qui se jette dans l'Oder non loin de Breslau. Les principaux centres dans cette contrée étaient constitués par les bourgs de : Milicz, Glogowa (Glogau), Lubionz, Lignica (Liegnitz), Trzebnica (Trebnitz), Wroclaw (Breslau), Kladzko (Glatz), Opole (Oppeln). Dès la constitution de l'État polonais au ¹^{er} siècle, la Silésie fut l'une de ses provinces les plus importantes. Elle formait l'un des piliers de l'édifice érigé à ce moment et se rattachait si étroitement à l'organisme national qu'on ne peut retracer l'histoire de cette province sans parler par là même de l'histoire de la Pologne. C'est grâce au labeur obstiné de sa population que d'immenses espaces de forêt vierge furent rendus propres à la culture, et, à ce labeur là, les Allemands n'ont pris aucune part.

C'était la civilisation romane qui exercait partout en Europe une influence prépondérante à l'époque où s'accomplissaient en Silésie ces vastes travaux de déboisement et de défrichement. La Pologne des premiers rois de la dynastie des Piasts ne subissait à aucun degré l'ascendant de l'Allemagne. Ainsi que ce pays lui-même, elle puisait aux sources de la civilisation romane représentée par la France et l'Italie. A cette époque, l'Allemagne et la Pologne ne voisinaienient même pas. La Pologne était séparée de l'Allemagne par des contrées slaves encore à ce moment-là : la Poméranie, la Lusace et la Menie (Meissen).

La vie intellectuelle se concentrat alors dans les couvents. Dans les premiers couvents polonais, il y avait beaucoup plus de moines italiens et français que de moines allemands. L'influence allemande ne commença à menacer la Pologne qu'au ^{xii^e} siècle. Après avoir envahi la Poméranie slave et transformé en « Marches » les terres situées plus à l'Ouest, la vague d'assaut teutonique monta aux frontières de la Silésie. Jusqu'au ^{xii^e} siècle, elle n'avait pas franchi l'Oder qui ne pouvait être traversé qu'en plusieurs endroits et dont les rives étaient de ce fait peu accessibles et faciles à défendre. On y abordait le plus aisément à Krosno (Crossen), à Glogowa (Glogau) et à Wroclaw (Breslau) ; toutes ces villes furent fortifiées par les rois de Pologne qui dotèrent en outre Breslau d'un évêché. La situation centrale de cette ville dans la plaine silésienne, à l'endroit le plus indiqué pour la traversée de l'Oder, en même temps que son caractère de centre administratif et religieux firent de Breslau la capitale de la Silésie et contribuèrent puissamment à son développement. Dans le testament du roi Ladislas Hermann datant de 1102, la ville de Breslau est déjà considérée, à l'égal de Cracovie, comme l'une des agglomérations urbaines

les plus importantes du pays. Le roi Boleslas III, d'autre part, en léguant en 1131 la Silésie à son fils aîné et successeur, spécifie dans son testament que cette province doit lui revenir de droit comme la plus peuplée et la plus riche de toutes les provinces polonaises. La Silésie se rattachait aux autres parties de la Pologne par des liens aussi étroits que nombreux. L'évêque de Breslau était suffragant de Gniezno (Gnesen) et le synode archidiocésain de Gniezno s'est tenu au xii^e siècle à Breslau.

Ce furent les couvents, sous la dépendance des congrégations allemandes, qui, les premiers, firent venir en Silésie des colons allemands. Ces derniers constituaient d'ailleurs pour les princes une source de revenus, le droit de coloniser n'étant accordé que contre paiement d'une taxe spéciale. Le couvent de Trzebnica était l'un des principaux foyers de propagande colonisatrice.

Au moment où la Pologne prenait, dans tous les domaines, un essor puissant, plein de promesses pour l'avenir, une terrible invasion tartare s'abattit, en 1241, sur le pays, et plus particulièrement sur la terre de Cracovie et la Silésie. La vie économique du pays en fut profondément ébranlée. Sa grande richesse, ses champs défrichés au prix d'un labeur opiniâtre, restaient incultes, faute de bras. L'accroissement normal de la population ne pouvait combler les lacunes creusées par l'invasion, aussi fallut-il avoir recours à la colonisation étrangère. Partout où avait passé l'invasion tartare, pénétrait, comme à travers une digue crevée, le flot allemand. C'est le territoire de Cracovie et la Silésie qui furent le plus cruellement éprouvés par le désastre et c'est là qu'affluèrent surtout les émigrés venant d'Allemagne. Dans les régions ravagées par les Tartares, il y avait assez de champs abandonnés qui ne demandaient qu'à être labourés et ensemencés pour donner de nouveau d'abondantes récoltes. Toutefois, cette colonisation agricole ne dépassa presque pas au xiii^e siècle la rive gauche de l'Orde jusqu'à Brzeg (Brieg). Par contre, la colonisation urbaine s'exerça dans un rayon beaucoup plus étendu. La Pologne attirait l'élément tudesque autant par la fertilité de son sol que par l'accueil qu'elle réservait aux nouveaux arrivants. Les princes leur accordaient, en effet, des priviléges connus sous le nom de droit allemand. Et déjà en 1241, à la place d'un quartier détruit par les Tartares, s'éleva à Breslau un quartier allemand qui se peupla rapidement d'immigrés germaniques. Les premiers marchands allemands avaient fait apparition dans cette ville dès le milieu du xii^e siècle. Après l'invasion tartare, ils formèrent déjà un groupe solidement constitué ; ils ont un dépôt de marchandises construit pour eux et jouissent pour leur commerce de priviléges spéciaux.

La politique des princes polonais en Silésie, par rapport aux immigrants allemands, péchait par la faiblesse et par l'incompréhension des dangers qui pouvaient résulter pour le pays des avantages dont ils bénéficiaient. Les grands couvents allemands qui avaient des ramifications en Silésie faisaient d'autre part une véritable propagande pour les aider à s'y implanter. Sûrs de leur appui, les nouveaux arrivants commencèrent bientôt à prendre, à l'égard de la population polonaise, une attitude aggressive se posant en maîtres de la vie économique de la Silésie. En sa qualité de chef religieux du diocèse de Breslau, l'archevêque de Gniezno adressa, vers la fin du xiii^e siècle, une plainte à Rome, où il s'élevait contre les couvents

allemands en Silésie qui ne respectaient pas les lois du pays et protégeaient les colons germaniques au préjudice de la population locale. « Les immigrés, y disait-il, délogent en Silésie la population indigène. » Ainsi se présentaient, il y a six cents ans, les rapports entre la Silésie et l'Allemagne. Ce détail prend une signification particulière lorsqu'on le rapproche de la question du droit des émigrés au vote plébiscitaire.

Pendant des siècles, les territoires qui constituaient l'Etat polonais, la Silésie comme les autres provinces, étaient distribués comme autant de parts d'héritage entre les différents membres de la dynastie des Piasts. Masovie, Silésie, pays de Cracovie, Grande-Pologne et Petite-Pologne, chaque province était attribuée à un autre prince. Toutefois, la Pologne avait déjà une capitale, Cracovie, et celui des princes qui recevait le territoire de Cracovie était constitué suzerain des autres et portait la couronne royale.

Au xiv^e siècle, Casimir le Grand réussit à réaliser l'œuvre de consolidation nationale et à réunir sous son sceptre presque toutes les provinces polonaises. Cependant, il ne put plus regagner la Silésie sur laquelle la Bohême avait acquis le droit de suzeraineté.

Cependant les princes polonais de la dynastie des Piasts qui continuaient à régner sur leurs possessions silésiennes, jouissaient d'une assez grande indépendance. Ils avaient une armée, frappaient la monnaie, levaient les impôts et exerçaient la juridiction selon la loi et la coutume du pays. Aussi toute la rive droite haute-silésienne de cette province, qui avait su se défendre victorieusement contre les assauts du germanisme, conserva-t-elle, à présent aussi, son caractère essentiellement polonais. Mais elle devait être soumise bientôt aux plus dures épreuves, et plus particulièrement depuis le moment où, à la mort du roi Louis de Bohême (1526), de la dynastie des Jagellons, la Bohême échut à l'Autriche. Les branches princières polonaises qui se partageaient la Haute-Silésie s'étaient peu à peu éteintes, et leurs domaines passaient aux empereurs d'Autriche qui en trafaient à leur gré, les vendaient, les affermaient, les distribuaient, les gardaient pour eux. Tout ce pays presque tomba ainsi entre les mains de gouvernants non-polonais et sous la domination directe de l'Autriche (dont les empereurs étaient en même temps rois de Bohême).

La guerre de Trente Ans dévasta terriblement la Silésie. Le peuple succombait sous le poids des charges, corvées et redevances que lui imposaient les seigneurs étrangers pressés de remettre en état leurs domaines et réduisant les masses rurales à l'esclavage. Au point de vue politique, les Habsbourg restreignaient de plus en plus les droits autonomes de la Silésie. L'administration de la province se concentrait presque entièrement entre les mains de l'Office impérial de Breslau.

Mais elle ne connaît les pires calamités que depuis que Frédéric II, roi de Prusse, l'arracha vers la fin du XVIII^e siècle à Marie-Thérèse. Ne s'étant jamais embarrassé de scrupules, il ne chercha même pas à justifier cette spoliation. Et, sans perdre de temps, il établit aussitôt dans la malheureuse province de nouveaux centres de colonisation allemande. Au moment où il s'en était emparé, le sud de la Silésie était presque exclusivement polonais. Toute la population rurale et une grande partie de la bourgeoisie parlaient polonais et, en 1764, il y avait encore à Gliwice (Gleiwitz) des instituteurs de campagne qui ignoraient totalement l'allemand. Frédéric II décréta les mesures les plus énergiques pour modifier cet état de choses. Les colons allemands attirés par de nombreux priviléges envahissaient le pays. L'école fut transformée en un instrument de germanisation.

L'oppression économique allait de pair avec l'oppression politique. La tendance allemande à exproprier les Polonais de leurs biens et à leur arracher leur patrimoine date du moment où les Prussiens ont occupé le pays.

Les successeurs de Frédéric II furent les dignes continuateurs de sa politique. Elle ne resta pas entièrement sans effet. Les villes où les fonctionnaires prussiens formaient déjà un noyau important, se germanisèrent peu à peu. Il n'y eut plus de noblesse parlant polonais. L'élément polonais était vaincu en Basse-Silésie où dominaient les protestants. On vit également disparaître les derniers îlots polonais dans les districts de Zielonogora, de Trebnitz, de Milicz, de Olesnica, dans les environs immédiats de Breslau.

Une oppression économique formidable fut exercée en même temps pour paraître l'œuvre d'extermination de l'élément polonais.

Même au moment où furent mises en vigueur les fameuses réformes de Stein et de Hardenberg, l'édit de 1811 et les déclarations de 1816, les droits des petits agriculteurs ont été restreints en Haute-Silésie, et il faut remarquer qu'à cette époque cette classe de la population était entièrement polonaise.

Contrairement à l'édit de 1811, la population agricole de la Haute-Silésie fut obligée de céder aux propriétaires terriens, contre libération de ses obligations envers eux (travail obligatoire, corvées, etc...), non point 1/5 des terres et la moitié des fermages comme dans les autres provinces prussiennes, mais toute la terre à l'exclusion de 5 à 4 hectares.

Contrairement à la déclaration de 1816, on n'appliqua pas la loi en Haute-Silésie à toutes les propriétés paysannes supérieures à 8 hectares, mais uniquement à celles qui dépassaient 25 hectares, et encore seulement lorsque les propriétaires s'engageaient à fournir des attelages pour le château.

Avec l'assentiment du gouvernement, les propriétaires fonciers retardèrent l'application de cette réforme, même ainsi faussée jusqu'après la révolution de 1848, profitant de ce délai pour expulser les fermiers à perpétuité et mettre à leur place d'autres, sur contrats ordinaires. Grâce à cela, les petits cultivateurs hauts-silésiens furent peu à peu réduits à l'état de misérables journaliers.

La population rurale de la Haute-Silésie réussit cependant à rester fidèle à la langue maternelle. L'école éveillait le besoin de s'instruire et l'instinct naturel dirigeait les curiosités éveillées vers ce qui touchait à la Pologne. Entre ce peuple

et la noblesse allemande ou germanisée, il n'y avait plus de points de contact. Il n'eut comme guides spirituels que des instituteurs et des prêtres sortis de ses rangs qui, au début, le pourvoient surtout de lectures pieuses. Livres de prières, chants religieux, contes à tendances religieuses et moralisatrices, tel fut pendant assez longtemps son unique aliment spirituel. Mais il convient de souligner le fait qu'il lisait des livres polonais dès le commencement du xix^e siècle, c'est-à-dire à l'époque où sur toute l'étendue des anciens territoires de la Pologne, la population rurale ne savait généralement pas encore lire. La Silésie devança donc, à cet égard, les autres provinces du pays. Le curé Galeczka à Olesno (Rosenberg), l'instituteur Joseph Lompa (de Lubsza), les prêtres Ficek, Szafranek, Stabik, tous issus du peuple haut-silésien, furent parmi ceux qui n'épargnèrent aucun effort pour relever le niveau intellectuel de leurs frères polonais dans cette province au cours de la première moitié du xix^e siècle.

* * *

Plus on approche de 1848, et plus nombreuses se font les publications polonaises destinées à la population silésienne.

L'année 1848 marque une étape dans la vie intellectuelle de la Silésie. On y fonde des journaux et des périodiques polonais. L'abbé Ficek entreprend la publication du *Journal de Marie*; à Bytom commence à paraître le *Journal de la Haute-Silésie*, à Olesno le *Télégraphe*, à Opole la *Gazette Paysanne*, à Pszczyna *l'Ami du peuple*. Dans cette dernière ville, on avait fondé, dès 1842, le *Tygodnik Polski* ("Hebdomadaire polonais") s'adressant à la population polonaise rurale. C'est ainsi que la Silésie devenait le berceau du journalisme populaire polonais, devançant, sous ce rapport aussi, les autres provinces.

En 1848, elle envoya au Parlement allemand l'abbé Szafranek et le paysan Gorzalka. Se considérant comme représentants du peuple polonais, ils siégèrent avec les députés de la Pologne prussienne. Mais tout cela ne fut que de courte durée. Avec le retour de la réaction politique, on vit disparaître les journaux polonais fondés en Silésie. On ne publiait plus que de nouveaux livres de piété. Le peuple haut-silésien priait dans des paroissiens polonais, il chantait en polonais des hymnes religieux, il lisait avidement des récits brossés sur un fond religieux; il était, en un mot, foncièrement polonais. Mais c'était en même temps un rameau détaché du tronc commun et vivant sans contact avec lui. La Silésie n'entretenait même pas de rapports plus étroits avec la Posnannie subjuguée comme elle par les Prussiens.

* * *

Peu de temps avant la guerre franco-prussienne de 1870, la vie intellectuelle y devint de nouveau un peu plus intense. On vit s'y révéler deux poètes haut-silésiens polonais, l'abbé Norbert Bonczek et l'abbé Czeslaw Lubinski.

Sous la direction de l'abbé Purkap paraît, dès 1867, *l'Announceur haut-silésien*, petite publication hebdomadaire qui, sous des dehors modestes, offrait un contenu assez varié et, en plus des problèmes religieux et moraux, parlait des évé-

nements du jour, touchait aux questions politiques et à l'histoire, rappelant souvent celle du pays auquel tout son passé rattachait la Silésie.

Parmi ses collaborateurs, on rencontrait tous ceux qui avaient à cœur de servir la culture nationale, comme l'évêque suffragant de Breslau, Adrien Włodarski, l'instituteur Charles Miarka, le forgeron T. Ligon.

Au début, le journal eut à lutter avec de grosses difficultés matérielles, et ce ne fut qu'après que Miarka en eut assumé la direction que le nombre des abonnés passa de quelques centaines à plus de trois mille. Peu de temps après, Miarka rachetait le journal *le Catholique*, publié par J. Chociszewski. Il s'y posa résolument en défenseur des intérêts du peuple haut-silésien contre le gouvernement. Le journal eut bientôt six mille abonnés. Outrée par les restrictions qu'on lui imposait dans le domaine scolaire et religieux, la population lui faisait le meilleur accueil. Miarka devint bientôt le véritable guide intellectuel de cette population : il fondait des associations, il organisait des représentations théâtrales polonaises; il éveillait chez le peuple le sentiment des liens qui l'unissaient à la Pologne. Le gouvernement prussien ne pouvait tolérer tant d'audace et Miarka fut jeté en prison, mais son effort avait déjà porté des fruits. Son journal, passé aux mains de l'abbé Radziejowski, connut des succès plus grands que jamais.

Dans toutes les parties de la Haute-Silésie se manifestait de plus en plus le besoin du livre et du journal polonais. En 1889, commencèrent à paraître les *Nouvelles de Raciborz*, première publication polonaise fondée dans la partie sud-ouest de la Silésie. Elle prit, dès le début, une attitude très courageuse, se posant sur le terrain de l'unité de race et de langue qui reliait les Haute-Silésiens à tous leurs frères polonais. En même temps, B. Koraszewski fondait la *Gazette d'Opole*. Des publications pour le peuple se multipliaient de jour en jour. Elles contribuèrent puissamment à la création de différentes sociétés qui étaient pour l'élément polonais autant de foyers d'effort collectif. Ce fut l'abbé Norbert Bonczek, déjà mentionné ici, qui fut en 1871 le premier organisateur de ces sociétés destinées surtout à lutter pour la défense de la langue et de la religion. Peu à peu, on vit s'y joindre des associations ouvrières de secours mutuel ou professionnelles. Grâce à tous ces groupements, et plus encore à l'influence exercée par le livre et la presse, le sentiment national s'affermisait de plus en plus. C'était une véritable régénérescence nationale. Mais il n'y avait pas encore là d'aspiration à l'unité politique, expression suprême de l'unité nationale.

Cette aspiration ne devait venir que plus tard.

Sous l'influence d'une politique essentiellement exterminatrice, qui ne cessait de s'exercer contre les Polonais en Haute-Silésie, la situation économique de la population polonaise ne cessait de s'aggraver. Dans la période de 1850-1880, non moins de 4806 propriétés paysannes de 49.525 hectares de superficie totale passèrent entre les mains des grands propriétaires, et servirent à constituer les plus grands domaines seigneuriaux de toute la Prusse.

L'expropriation économique tenait le pas à l'oppression politique.

Pendant que le relèvement économique de la population polonaise se fait encore attendre, le relèvement politique est aujourd'hui un fait accompli.

La renaissance politique de la Haute-Silésie est liée indissolublement à une date : l'année 1905, et à un homme : Wojciech (Adalbert) Korfanty.

Au printemps de 1901, un journal de Poznan, *Praca (le Travail)* très populaire dans la Pologne allemande à cause des attaques directes qu'il osait diriger contre le gouvernement prussien, publiait un article de W. Korfanty sur la Haute-Silésie, accompagné d'une carte, article de dimensions modestes, mais destiné à un immense retentissement en Pologne et en Allemagne. S'adressant pour ses données statistiques aux sources officielles allemandes, Korfanty mettait en regard la proportion numérique de chacune des deux nationalités, polonaise et allemande, dans les différents districts de la Haute-Silésie et les résultats des élections au parlement. Ces résultats étaient stupéfiant : des députés allemands y représentaient une population dans sa grande majorité polonaise! Rien ne pouvait démontrer d'une manière plus frappante la sujétion politique de cette population.

L'article de Korfanty fut comme une révélation. Il inaugura toute l'action consécutive. Et déjà en cette même année 1901 furent jetées les bases d'une organisation électorale polonaise en Haute-Silésie.

Dans un écrit intitulé : « Le mot d'ordre pour les élections prochaines », le Dr K. Rakowski lançait le cri de ralliement qui devait être adopté par les Polonais hauts-silésiens : *envoyer au Parlement allemand des députés polonais qui siégeront avec le groupe polonais*. Ce mot d'ordre trouva une si vaste répercussion qu'il fallut songer à créer au plus vite un quotidien qui défendrait le principe qui s'y exprimait contre les germanisateurs ayant à leur tête une grande partie du clergé mené au combat contre les Polonais par le cardinal Kopp. Personne n'était plus indiqué que Korfanty pour assumer la direction d'une pareille publication. Elle commença à paraître, sous le titre *Gornoslazak* "(Haut-Silésien)"⁴, dans les derniers mois de 1901 et mena inlassablement contre toutes les forces conjurées contre la population polonaise une lutte vigoureuse, ne reculant devant aucun obstacle, bravant tous les dangers.

Les difficultés matérielles, les complications qui surgissaient à chaque pas devant Korfanty, n'arrivèrent pas à ébranler son courage ni sa volonté. S'étant entouré d'un groupe de jeunes hauts-silésiens, il sortit victorieux de cette lutte acharnée, non sans avoir fait, au reste, un séjour dans les prisons prussiennes. En 1905, la Haute-Silésie l'envoyait comme son premier député polonais au Parlement prussien. Cette élection constitue dans l'évolution de la renaissance politique de cette province un moment historique d'une importance capitale. La Haute-Silésie donna dans la suite ses suffrages à d'autres Polonais, mais c'est en 1905 qu'on l'entendit proclamer pour la première fois qu'elle faisait partie intégrante de la Pologne.

La défaite allemande de 1918 annonçait un meilleur avenir au peuple opprimé de Haute-Silésie.

La Haute-Silésie pouvait formuler ouvertement son désir d'être rattachée à la patrie polonaise, et elle le fit en envoyant des représentants à la grande assemblée nationale polonaise de Poznan (Posen).

Au début, la question de la Haute-Silésie se présentait à la Conférence de la Paix sous un aspect favorable pour les Polonais.

Prenant comme base l'article 15 du programme du président Wilson qui dit que « l'État polonais comprendra tous les territoires habités par une population incontestablement polonaise », la Conférence de la Paix attribua à la Pologne la Haute-Silésie en tant qu'un pays habité par une population incontestablement polonaise.

Par suite des réclamations des Allemands, de leurs démarches diplomatiques et de leurs déclarations soutenant que la population haute-silésienne « ne désirait pas appartenir à la Pologne », la Conférence de la Paix a modifié sa décision primitive au sujet de la Haute-Silésie et ordonné le plébiscite¹. Les Allemands organisèrent, sous la protection du fameux Grentzschutz, des démonstrations monstrues dans les villes germanisées. Grâce au réseau ferré très développé en Haute-Silésie, ils transportaient les mêmes bandes de manifestants d'un endroit à l'autre pour pouvoir les montrer à quelques journalistes étrangers qui firent dans leurs journaux des récits impressionnans de ces démonstrations.

Les perspectives d'une solution de la question haute-silésienne favorable à la Prusse étant problématiques, le gouvernement de Berlin usa de tous les moyens pour terroriser la population polonaise de cette province. Il envoya dans le territoire plébiscitaire, sous le prétexte de protéger d'un côté les houillères et de l'autre les frontières orientales de la Prusse contre les « bandes polonaises », de très nombreuses formations du Heimatsschutz et du Grenzschutz. Le social-démocrate Hörsing, commissaire du gouvernement, fut chargé de réprimer durement toutes les manifestations du sentiment polonais. Il proclama l'état de siège dans tous les districts polonais et jeta en prison tous les chefs et dirigeants du mouvement polonais. Le régime socialiste allemand compte en Haute-Silésie parmi les moments les plus sanglants de l'histoire de ce pays.

Lorsque, malgré toutes les mesures de répression, les Polonais organisèrent

1. « Dans les districts dont la cession est en cause, la majorité de la population est incontestablement polonaise. Tous les ouvrages spéciaux allemands, tous les manuels scolaires, enseignent aux enfants allemands que les habitants sont Polonais d'origine et de langue. Les Puissances alliées et associées auraient entièrement violé les principes que le Gouvernement allemand lui-même fait profession d'accepter, si elles n'avaient pas tenu compte des droits des Polonais sur cette région.

« Le Gouvernement allemand toutefois conteste maintenant ces conclusions. Il refuse de reconnaître les aspirations polonaises des habitants. Il soutient que la séparation d'avec l'Allemagne ne s'accorde ni avec les vœux, ni avec les intérêts de la population. Dans ces conditions, les puissances alliées et associées sont disposées à laisser résoudre la question par ceux qu'elle concerne particulièrement. Elles ont décidé en conséquence que ce territoire ne serait pas immédiatement cédé à la Pologne, mais que des mesures seraient prises pour y instituer un plébiscite. »

en mai 1919 des manifestations patriotiques imposantes, on décida de les amener à un soulèvement armé en recourant à la provocation. On y réussit en effet. Le 16 août 1919, les Polonais prirent les armes contre leurs persécuteurs. Le mouvement s'étendit sur plusieurs districts, mais il fut vite étouffé, le gouvernement prussien ayant préparé d'avance des forces armées considérables pour le réprimer.

Il y eut de nombreuses victimes, même parmi les personnes qui n'avaient pris aucune part au soulèvement. La cruauté prussienne s'exerça une fois de plus avec une froide prémeditation. Mais bien que le mouvement eût échoué, les Prussiens n'ont pas réussi à s'assurer la Haute-Silésie.

La révolution allemande n'a apporté que des changements insignifiants dans la constitution et dans l'administration du pays. Le gouvernement permit, il est vrai, de procéder aux élections communales, sur la base du vote de toute la population, sans distinction de sexe, mais il s'est borné à cette seule réforme. Les Polonais remportèrent, du reste, lors de ces élections, une victoire éclatante (novembre 1919). Les *Kreistage*, les *Kreisausschusse*, (conseils de district) les *Kreisdeputirten* (députés de district), désignés par le système électoral réactionnaire prussien d'avant-guerre, continuent à remplir leurs fonctions. Les membres des administrations des mines, aciéries, domaines et forêts, c'est-à-dire les grands barons de l'industrie du charbon et les propriétaires fonciers, constituent la majorité des assemblées dites *Kreistage*. Le reste a été rigoureusement trié par les *Landrats* à l'aide d'un système électoral spécial.

En février 1920, une Commission Interalliée prit entre ses mains l'administration du pays.

SOURCES

Statistik der Güterbewegung auf deutschen Eisenbahnen, Jahr 1915, herausgegeben vom Kaiserlichen Statistischen Amt, Berlin 1914.

Statistisches Jahrbuch für das deutsche Reich.

Handbuch des Oberschlesischen Industriebezirks, herausgegeben vom Oberschlesischen Berg- und Hüttenmännischen Verein, Kattowitz 1915. (Articles du Dr Bonikowsky de Seidl, Sabass, Ahrens et autres.)

Statistik der Oberschlesischen Berg- und Hüttenwerke für das Jahr 1915, herausgegeben vom Oberschlesischen Berg- und Hüttenmännischen Verein, Katowitz.

Oberschlesien und seine Bedeutung für die Deutsche Volkswirtschaft, Herausg. von der Freien Vereinigung zum Schutze Oberschlesiens.

Mémoires et rapports secrets présentés au Chancelier de l'Empire par l'« Union des mines et des forges de Haute-Silésie » et la « Chambre de Commerce d'Opole » (Oppeln).

Handbuch für das Bistum. Breslau, 1920.

Zeitschrift für Berg-Hütten und Salinenwesen im Preussischen Staate, 1913-1919. Deutsch- und Polentum in Oberschlesien.

Annuaire des propriétaires fonciers pour 1909.

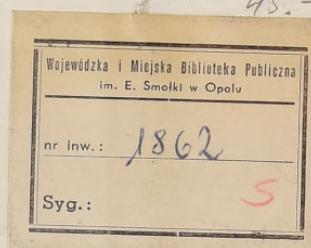
La Pologne, l'Allemagne et l'industrie de la Haute-Silésie, par Georges Kramsztyk, édité par le Comité plébiscitaire polonais pour la Haute-Silésie.

Jan Kucharzewski. Le Dilemme de la Haute-Silésie. Lausanne, 1921.

Le problème de la Haute-Silésie tel qu'il se pose en réalité et les erreurs de Keynes. Discours de M. le député Wierzbicki.

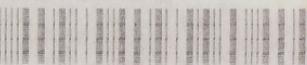
Stanislas Widomski: Conditions de la prospérité de la Haute-Silésie. Varsovie, 1921.

En dehors des sources indiquées ci-dessus l'auteur a eu l'occasion de consulter des documents inédits comme le *Mémoire* allemand contenant les motifs d'après lesquels la Haute-Silésie devrait être attribuée à l'Allemagne (pour l'usage de la Délégation allemande de paix), ainsi que les *Mémoires* polonais élaborés à ce sujet pour le Comité plébiscitaire polonais par la section statistique et pour le Ministère de l'Industrie par M. A. Doerman.



Wojewódzka Biblioteka
Publiczna w Opolu

868 S



001-000060-00-0

czna